

**RAPPORT DE GESTION**  
**Etabli par le Conseil d'Administration**  
**Et présenté à l'Assemblée Générale**  
**Ordinaire Annuelle du 19 décembre 2008**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi, aux statuts et à l'autorisation du Greffe du Tribunal de Commerce de proroger la tenue de cette assemblée jusqu'au 31 décembre 2008 pour l'exercice clos le 31 mars 2008, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 mars 2008 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice (exercice du 01 avril 2007 au 31 mars 2008).

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

**ACTIVITE DU GROUPE**

La société maintient son recentrage sur son activité d'origine – la recherche et développement dans le domaine de l'affichage des écrans plats.

La société Universal Multimédia a procédé à la cession définitive de sa participation dans le capital de la Société Revox Entertainment Inc, suite à l'exercice par le cessionnaire d'une option d'achat le 10 octobre 2007. Cette cession a dégagé une plus-value de 111K€

La société Universal Multimédia a créé une nouvelle filiale dénommée Continental Edison le 1er octobre 2007, détenue à 99%, en vue de développer une activité multimédia. Cette société n'a pas eu d'activité sur la période présentée.

Suite à la cession le 19 septembre 2007 du sous-groupe Revox , Continental Edison est désormais la seule filiale consolidée du Groupe Universal Multimédia.

## ACTIVITE DE LA SOCIETE

### - Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice :

Le Chiffre d'Affaires de la période s'élève à 374 412€

Ce Chiffre d'Affaires se répartit comme suit :

.production vendue de biens	: 318 550€
.services	: 55 862€

Le total des produits d'exploitation de la Société s'élève au 31 mars 2008 à 2 700 980€ contre 2 678 993€ sur l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation se répartissent comme suit :

. Production stockée	: - 113 725€
. Reprises sur provisions & amortissements	: 2 439 574€
. Autres produits	: 718€

Les charges d'exploitation se sont élevées à 3 925 823€ contre 3 560 606€ sur l'exercice précédent. Elles sont réparties de la manière suivante :

. Achat de marchandises	: 10 706€
. Achat matières premières & autres approvisionnements	: 266 407€
. Variation stock matières premières & approvisionnement	: 21 648€
. Autres achats et charges externes	: 558 793€
. Impôts, taxes et versements assimilés	: 26 852€
. Salaires & traitements	: 328 691€
. Charges sociales	: 159 348€
. Dotation aux amortissements sur Immobilisations	: 5 080€
. Dotation aux provisions sur Actif circulant	: 2 414 471€
. Autres charges	: 130 119€

Le résultat d'exploitation s'élève à la somme de (1 224 843€) contre (881 612€) au 31 mars 2007.

Le résultat financier s'élève à la somme de 195 099€

Le résultat exceptionnel s'élève à la somme de 17 341€

Le compte de résultat se solde par une perte de 821 247€ contre une perte de 859 656€ au 31 mars 2007.

Par jugement en date du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris ouvre une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la Société.

Par jugement en date du 2 avril 2007, la Onzième Chambre du Tribunal de Commerce de PARIS a arrêté le plan de redressement par voie de continuation présenté par la société.

L'arrêté du plan de continuation met donc fin à la période d'observation ouverte le 13 février 2006, date de la mise en redressement judiciaire d'UNIVERSAL MULTIMEDIA.

- Evolution prévisible, perspectives d'avenir et événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice :

La sortie tardive de la société du redressement judiciaire a empêché la société de profiter de l'essor du marché des téléviseurs avec affichage Haute Définition. Mettant à profit les avancées technologiques développées ces dernières années, l'activité Recherche & Développement se focalise sur la télévision sur IP, interactive et Haute Définition, et la maison numérique.

Cette période a été mise à profit pour élaborer une gamme de produits, suite à des séjours en Asie. Des partenariats engagés avec des fournisseurs ont permis à la société de se positionner sur des appels d'offre à l'étranger. Les résultats de ces efforts sont attendus sur l'année 2008.

- Activité en matière de recherche et de développement :

UNIVERSAL MULTIMEDIA développe son Concept de Téléviseur Intelligent «EasyConnect» . .

Le marché visé est celui des fabricants de téléviseurs dans le monde.

Le Téléviseur Intelligent doit être « Numérique, Connectable, Interactif et Evolutif ».

Les solutions d'UNIVERSAL MULTIMEDIA "EasyConnect" sont basées sur l'expérience de son bureau d'étude et de son savoir-faire dans le contenu software du traitement du signal vidéo numérique Haute Définition.

Rappelons qu'UNIVERSAL MULTIMEDIA est classée société Innovante OSEO - l'ANVAR et possède le Label Européen de Technologie Clé T9 pour les écrans plats".

Grâce au développement du composant Pix'Ez , Universal Multimedia embarque son savoir-faire avec une conception intelligente qui lui permet d'intervenir sur l'ensemble des paramètres et d'adapter son utilisation à la demande et aussi d'y intégrer de nouvelles solutions et fonctionnalités.

Ce composant totalement adaptable (par Soft), est prévu pour fonctionner avec tout type de dalles, de différents constructeurs, toutes dimensions, toute technologie et pour tout type de résolution.

Le développement de nouveaux kits électroniques et de cartes électroniques pour téléviseurs à écrans plats est également à l'étude.

## **FILIALES ET PARTICIPATIONS**

- Activité des filiales et participations :

Vous trouverez dans le tableau annexé à notre bilan des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

Suite à la cession le 19 septembre 2007 du sous-groupe Revox , Continental Edison est désormais la seule filiale consolidée du Groupe Universal Multimédia.

Nous complétons ces informations par les éléments suivants :

Les titres de participation non consolidés au niveau de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA concernent la société suivante :

SARL SYBATRONIC 600 parts (75%) pour 6 000€

La société SYBATRONIC est en cours de liquidation judiciaire. Les derniers comptes clôturés à ce jour, soit au 31/12/2003, font état d'un capital de 8 000€ d'un résultat déficitaire de 7 024€ et d'un total de capitaux propres de 975€

Les titres SYBATRONIC sont dépréciés à hauteur de 100%. Cette société n'est pas été retenue dans le périmètre de consolidation.

### **PARTICIPATIONS DES SALARIES AU CAPITAL**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous indiquons qu'aucun titre de la société ne fait l'objet d'une gestion collective, au dernier jour de l'exercice, soit le 31 mars 2008.

### **CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 al 4 du Code de Commerce et du Décret 2002-221 du 20 février 2002, nous vous informons de la façon dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité.

#### **1° INFORMATIONS SOCIALES**

- l'effectif total de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA s'élève à 11 personnes, au 31 mars 2008 ;
- la sous-traitance a représenté pour la société une charge d'un montant de 7508 € au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008 ; Universal Multimédia s'est replié sur son métier d'origine, la Recherche et Développement.
- l'absentéisme au sein de la société a représenté un total de 2548 heures sur l'exercice clos le 31 mars 2008, à savoir :
  - 257 heures de congés sans solde ,
  - pas d'absences personnelles sans justificatifs,
  - des absences maladie et accident du travail à hauteur de 506 heures,
  - des congés maternité et paternité à hauteur de 951 heures.
  - Des congés de présence parentale à hauteur de 834 heures.
- la masse salariale de la société représente 328 691 € au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008 ;
- les charges sociales de la société se sont élevées, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2007, à 159 348€;
- il n'est pas mis en place par la société de système d'intéressement, de participation ni de plan d'épargne salariale ;
- conformément au plan de passage aux 35 heures, nous constatons que l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est respectée ;
- la société ne dispose pas de comité d'hygiène et de sécurité ;

- la formation continue a représenté pour la société des charges pour un montant de 21250 € au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008 ;
- la société ne dispose pas, dans son personnel, de travailleurs handicapés ;

Aucune charge n'a été comptabilisée, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008, pour les œuvres sociales.

### Risques clients

Dans les comptes clients, figurent pour 2 412 K€ des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Au 31 mars 2008, 230 K€ de travaux restant à effectuer ont été provisionnés à l'égard du marché relatif à la cession d'une unité de production.

Les travaux avaient donné lieu à une réception provisoire conditionnée à la fin des travaux, tests de performance du matériel et formation du personnel à l'utilisation du matériel.

Une mission d'ordre technique, avec pour objectif de vérifier le stockage des équipements et la planification des travaux, a été effectuée en janvier 2008. Des missions d'ordre juridique et financier ont eu lieu en mars, mai et juillet 2008.

Des premiers travaux contractuels d'assistance ont été réalisés au premier semestre 2008, relatifs au démarrage de l'unité de production de téléviseurs à tube cathodique nouvelle génération (dit « slim » et « ultra-slim ») et écrans LCD. Ces travaux seront achevés à fin mars 2009.

Le 24 avril 2008, un accord de règlement a été conclu qui prévoit le règlement de la créance par BYA ELECTRONIC sur 8 ans par annuités progressives.

En raison des différentes procédures qui ont accaparées les ressources opérationnelles d'UNIVERSAL MULTIMEDIA, les engagements contractuels (essais de performance, réglages...) tardaient à être honorés par UNIVERSAL MULTIMEDIA.

### Risques sur les actions

A ce jour, il est inexistant.

### Risques de change

Une provision de 13 000€ relative à la variation du cours du dollar a été constatée sur l'exercice.

## 2° INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le présent rapport de gestion doit contenir des informations environnementales données en fonction de la nature et des effets de l'activité de la société.

L'activité de la société a peu d'incidences sur les mesures environnementales concernant, notamment, les conditions d'utilisation des sols, les rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement, les nuisances sonores ou olfactives et les déchets.

De ce fait, il n'y a pas de mesures prises par la société pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, au milieu naturel, aux espèces animales et végétales protégées ; ni de démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement.

La société n'a pas comptabilisé de charges, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008, pour prévenir les conséquences de l'activité sur l'environnement.

La société ne dispose pas de services internes de gestion de l'environnement, et n'a pas mis en œuvre de moyens consacrés à la réduction des risques pour l'environnement compte tenu de son activité.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008, la société n'a fait l'objet d'aucune procédure judiciaire en matière d'environnement et n'a donc à ce titre versé aucune indemnité.

### **PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Nous vous rappelons que notre société n'exploite pas d'installation classée susceptible de créer des risques pour la santé et la sécurité des populations voisines et pour l'environnement ; c'est pourquoi il n'y a pas de politique de prévention du risque technologique menée par la société, qu'il n'y a pas de couverture responsabilité civile vis à vis des biens et des personnes du fait de l'exploitation de telles installations et qu'il n'y a pas de moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation des victimes en cas d'accident technologique.

### **OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS**

Le cours de bourse étant suspendu depuis novembre 2004, il n'y pas eu de mouvements d'actions.

Le nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 mars 2008 s'élève à 13989 actions pour une valeur d'acquisition de 54 515 euros. Compte tenu de la suspension de cotation de l'action, une provision de 54 515 euros a été constatée sur l'exercice précédent.

### **INFORMATIONS SUR L'APPLICATION DES NORMES IFRS**

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des normes comptables internationales IFRS.

Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées, si existence, sont mentionnées dans l'annexe des comptes consolidés.

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Ces estimations et hypothèses concernent notamment l'évaluation des goodwill et des autres immobilisations incorporelles, l'évaluation des impôts différés, des provisions, des avantages au personnel, et de certains instruments financiers, ainsi que de la classification d'éventuels contrats de location.

*Normes ou interprétations IFRS entrées en vigueur au 31 mars 2008 :*

- au titre des nouvelles normes:
  - **IFRS 7: Instruments financiers : informations à fournir** (applicable aux exercices ouverts à compter du 01.01.2007) ; Cette norme introduit de nouvelles informations sur les instruments financiers ; mais n'aura aucun impact sur la classification et l'évaluation des instruments financiers du groupe Universal Multimédia.

Les informations complémentaires requises par ces textes relatifs à l'information financière sont présentées pour la première fois dans les comptes consolidés annuels avec une information comparative.

- au titre d'amendements de normes existantes :
  - **Amendement IAS 1: Présentation des états financiers: informations à fournir concernant le capital** (applicable aux exercices ouverts à compter du 01.01.2007). Le groupe estime que cet amendement n'aura pas d'impact sur les comptes consolidés.

- au titre des interprétations:
  - **IFRIC 10: Information financière intermédiaire et perte de valeur** (applicable aux exercices ouverts à compter du 01.11.2006) ;

Selon IFRIC 10, les pertes de valeur comptabilisées au cours d'une période intermédiaire au titre des goodwill, des investissements en titre de capitaux propres et des investissements en actifs financiers comptabilisés à leur coût ne peuvent être reprises lors d'une période intermédiaire ultérieure ou annuelle ultérieure. Le groupe, estime que cette interprétation n'aura pas d'impact sur les comptes consolidés.

*Normes ou interprétations IFRS entrées en vigueur au 31 mars 2008 mais ne s'appliquant pas au groupe Universal Multimédia :*

Les normes et interprétations suivantes, adoptées ou en cours d'adoption par l'Union européenne, n'ont pas été appliquées par le Groupe UNIVERSAL MULTIMEDIA au 31 mars 2008 :

- au titre des nouvelles normes d'amendements de normes existantes : Néant
- au titre des interprétations :
  - **IFRIC 8 : Champ d'application d'IFRS 2** (transaction donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres ou à un paiement dont la valeur dépend de la valeur d'un instrument de capitaux propres. (applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006),
  - **IFRIC 9 : réévaluation des dérivés incorporés** (applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2006),
  - **IFRIC 6 : Passifs résultant de la participation à un marché spécifique : déchets d'équipement électriques et électroniques,**
  - **IFRIC 7 : Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29, information financière dans les économies hyper inflationnistes.**

*Normes ou interprétations IFRS non encore entrées en vigueur au 31 mars 2008 et qui n'ont pas été adoptées par anticipation par le groupe :*

Les normes et interprétations suivantes, adoptées ou en cours d'adoption par l'Union européenne, n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe UNIVERSAL MULTIMEDIA au 31 mars 2008 :

- au titre des nouvelles normes :
  - **IFRS 8 : Secteurs opérationnels** (applicable aux exercices ouverts à compter du 01.01.2009) ; ses conséquences sur la présentation de l'information sectorielle sont en cours d'examen.

Le Groupe n'a pas à ce jour estimé les impacts potentiels de cette norme sur ses états financiers consolidés des exercices futurs.

*Normes ou interprétations IFRS non encore entrées en vigueur au 31 mars 2008 et qui ne s'appliquent pas aux activités du groupe Universal Multimédia :*

- au titre des nouvelles normes d'amendements de normes existantes : Néant
- au titre des interprétations :
  - IFRIC 11 : « IFRS 2 – Actions propres et transactions intragroupe » adoptée par la commission européenne le 1<sup>er</sup> juin 2007, et applicable sur option aux exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> mars 2007, ne concerne pas le groupe Universal Multimédia,
  - IFRIC 12 : « Accord de concession de services » (applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008), non encore adoptée par la commission européenne.

## **COMPTES CONSOLIDES**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, nous vous présentons ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation, comptes présentant un résultat net part du groupe positif de 3 421 K€ et des capitaux propres part du groupe négatifs de 5 306 K€

## **EVOLUTION BOURSIERE DU TITRE**

Notre cotation est suspendue depuis le 5 novembre 2004.

### Structure du capital social :

Le capital social est fixé à la somme de un million neuf cent un mille deux cent euros (1 901 200 euros), divisé en 1 901 200 actions de 1 euro chacune toute de même catégorie.

## **INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL**

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital social ou des droits de vote :

Monsieur Kacem AIT YALA possède plus de 32% du capital social.

Monsieur Slimane AIT YALA possède plus de 23% du capital social.

Aucune modification des répartitions ci-dessus n'est intervenue au cours de l'exercice écoulé.



## COMPTES CONSOLIDES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, nous vous présentons ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation, comptes présentant un résultat net part du groupe positif de 3 421 K€ et des capitaux propres part du groupe négatifs de 5 306 K€

## RESULTATS – AFFECTATION

### - Examen des comptes et résultats :

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels sont identiques à celles retenues pour les exercices précédents.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008, le chiffre d'affaires s'est élevé à 374 412 € contre 81 219 € pour l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice clos le 31 mars 2008 se solde par un déficit de 821 247 € contre un déficit de 859 656 € pour l'exercice précédent.

### - Proposition d'affectation du résultat :

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un déficit de 821 247 €

Nous vous proposons également de bien vouloir approuver l'affectation suivante :

Perte de l'exercice	821 247 €
---------------------	-----------

à porter en totalité au compte REPORT A NOUVEAU.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient négatifs de 9 177 998 €

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

### - Dépenses non déductibles fiscalement :

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons que les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code sont nulles et donc par conséquent n'ont donné lieu à aucune imposition.

- Tableau des résultats des cinq derniers exercices :

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R225-102 du Code de Commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

**DIVIDENDES VERSES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES**

Aucun dividende n'a été versé au cours des trois derniers exercices.

**CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE**

Nous vous demandons, conformément à l'article L.225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'Administration.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

**ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

Nous vous rappelons que votre Conseil d'Administration est composé de :

Madame Yasmine AIT YALA  
Madame Sylviane AIT YALA  
Monsieur Kacem AIT YALA

- Mandat des Commissaires aux Comptes :

Les mandats du Commissaire aux Comptes titulaire (Hoche Audit sise 4, avenue Hoche, 75008 PARIS ) ainsi que celui du Commissaire aux Comptes suppléant (Monsieur William Nahum sis 4, avenue Hoche, 75008 PARIS ) prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelées à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2011.

Les mandats du Co-commissaire aux comptes titulaire (FIDUCINTER sise 9 Rue de l'Echelle 75001 PARIS ) ainsi que celui du Co-commissaire aux comptes suppléant (BC VALLA sise 9 Rue de l'Echelle - 75001 PARIS) prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelées à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2013.

- Liste des mandats et fonctions :

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons, en annexe, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

- Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux :

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte, en annexe, de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social, tant par la Société que par des sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce et par la société contrôlant celle dans laquelle ils exercent leur mandat.

Votre Conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

**UNIVERSAL MULTIMEDIA SA**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Exercice clos le 31 mars 2008**

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Exercice clos le 31 mars 2008**

Aux Actionnaires  
**UNIVERSAL MULTIMEDIA SA**  
Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note 7 de l'annexe intitulée «Stocks et autres créances» concernant la créance avec la société BYA ELECTRONIC et dans celle intitulée «Note 12 Prêt d'actions » concernant les prêts de consommation d'actions UNIVERSAL MULTIMEDIA.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Options retenues dans le choix des méthodes comptables :

Les comptes consolidés ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation, malgré l'ouverture d'une procédure collective en date du 13 février 2006. Nos travaux ont notamment consisté :

- à documenter l'existence d'un plan de continuation sur 10 ans (2007 à 2016) et son approbation par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 2 avril 2007,
- à considérer la cession intervenue au cours des mois d'octobre 2006 et 2007 de la totalité des titres de la société REVOX ENTERTAINMENT INC détenus par UNIVERSAL MULTIMEDIA.

### Options retenues dans le choix des méthodes comptables :

Les stocks et les créances clients sont évalués conformément aux méthodes décrites dans la note 1 de l'annexe intitulée «Présentation du groupe et principes comptables». Nos travaux ont notamment consisté à revoir l'approche retenue par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**SA UNIVERSAL MULTIMEDIA**  
Rapport général sur comptes consolidés au 31/03/2008

Fait à Paris, le 5 décembre 2008

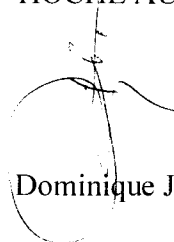
Les Commissaires aux comptes

FIDUCINTER

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal line with a small vertical stroke at the beginning and several wavy lines below it.

Jacques Tardy

HOCHE AUDIT

A handwritten signature in black ink, featuring a large circular loop on the left side and a vertical stroke on the right side.

Dominique Jutier

# **UNIVERSAL MULTIMEDIA**

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31/03/2008**

**Dénomination sociale et siège social :**

UNIVERSAL MULTIMEDIA

**Société anonyme au capital de 1 901 200 €.**

**Siège social : 75, rue de Lourmel, 75015 Paris.**

**330 148 438 R.C.S. Paris.**



# SOMMAIRE

I.	BILANS CONSOLIDÉS.....	3
II.	COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS.....	4
III.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	5
IV.	TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	6
V.	ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RELATIFS À L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2008.....	7
NOTE 1	PRESENTATION DU GROUPE ET PRINCIPES COMPTABLES.....	8
NOTE 2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	17
NOTE 3	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL.....	18
NOTE 4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	19
NOTE 5	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS.....	20
NOTE 6	PERTE DE VALEUR DES GOODWILLS.....	21
NOTE 7	STOCKS ET AUTRES CREANCES.....	21
NOTE 8	VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	22
NOTE 9	CAPITAL SOCIAL.....	23
NOTE 10	ECARTS DE CONVERSION.....	23
NOTE 11	VARIATION DES PROVISIONS.....	24
NOTE 12	PRÊT D'ACTION.....	24
NOTE 13	PASSIFS FINANCIERS.....	25
NOTE 14	ECHEANCE DES AUTRES DETTES.....	25
NOTE 15	IMPOTS.....	26
NOTE 16	ENGAGEMENTS.....	27
NOTE 17	ENGAGEMENTS DE RETRAITE.....	29
NOTE 18	CHIFFRE D'AFFAIRES.....	31
NOTE 19	INFORMATIONS PAR SEGMENT.....	31
NOTE 20	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS.....	33
NOTE 21	AUTRES CHARGES EXTERNES.....	34
NOTE 22	CHARGES DE PERSONNEL.....	34
NOTE 23	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS.....	35
NOTE 24	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION.....	35
NOTE 25	AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS.....	35
NOTE 26	RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES.....	36
NOTE 27	PARTIES LIEES.....	38
NOTE 28	RESULTAT FINANCIER.....	39
NOTE 29	RÉSULTAT PAR ACTION.....	39
NOTE 30	PASSIFS EVENTUELS.....	39
NOTE 31	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE.....	39
NOTE 32	GESTION DES RISQUES.....	40
	32.1 Instruments financiers.....	40
	32.2 Détermination des profits et pertes par catégories d'instruments.....	42
	32.3 Gestion des risques.....	43

# I. BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)

	Notes	Au 31 mars 2008	Au 31 mars 2007
<b>ACTIF</b>			
Actif non courant:			
Ecarts d'acquisition	(Note 3)		
Immobilisations incorporelles	(Note 3)	566	410
Immobilisations corporelles	(Note 4)	22	27
Actifs financiers non courants	(Note 5)	8	8
Autres actifs non courants	(Note 7)	295	
Impôts différés actif	(Note 15)		14
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>891</b>	<b>459</b>
Actif courant:			
Stocks	(Note 7)	114	159
Créances clients	(Note 7)	2 611	2 373
Autres actifs courants	(Note 7)	405	2 655
Actifs financiers disponibles à la vente	(Note 26)		1 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(Note 8)	2 777	151
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>5 907</b>	<b>7 273</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>6 798</b>	<b>7 732</b>
<b>PASSIF</b>			
Capitaux propres			
Capital souscrit, valeur nominale €1 par action, 1 901 200 actions émises et en circulation au 31 mars 2008 et au 31 mars 2007.	(Note 9)	1 901	1 901
Prime d'émission		4 714	4 714
Résultat et Réserves consolidées		-11 921	-15 342
Capitaux propres recyclables	(Note 26)		1 160
Ecart de conversion	(Note 10)	0	0
Capitaux propres part du groupe		-5 306	-7 567
Intérêts minoritaires		3	
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>-5 303</b>	<b>-7 567</b>
Passif non courant:			
Provisions part à plus d'un an	(Note 11)	88	12
Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an	(Note 13)	6 559	
Engagements de crédit-bail, hors part à moins d'un an	(Note 13)		
Autres passifs non courants	(Note 14)	3 134	
Impôts différés passif	(Note 15)		
<b>Total Passif non courant</b>		<b>9 781</b>	<b>12</b>
Passif courant:			
Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an	(Note 13)	447	6 059
Engagements de crédit-bail, part à moins d'un an	(Note 13)		1
Découverts bancaires	(Note 13)		2 888
Provisions, part à moins d'un an	(Note 11)	274	356
Fournisseurs et comptes rattachés	(Note 14)	122	2 746
Dettes d'impôt sur les sociétés	(Note 14)		
Dettes fiscales et sociales	(Note 14)	257	1 548
Autres passifs courants	(Note 14)	1 220	1 689
<b>Total passif courant</b>		<b>2 320</b>	<b>15 287</b>
<b>Total du passif</b>		<b>6 798</b>	<b>7 732</b>

## II. COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros sauf nombre d'actions et données par action)	Notes	31 mars 2008	31 mars 2007
<b>Chiffre d'affaires:</b>	(Note 18)	<b>375</b>	<b>81</b>
Prestations de services		56	38
Ventes de produits		319	44
Ventes de marchandises			(1)
<b>Charges opérationnelles :</b>		<b>(1 517)</b>	<b>(868)</b>
Achats et variations de stocks	(Note 20)	(321)	(18)
Autres charges externes	(Note 21)	(713)	(396)
Charges de personnel	(Note 22)	(340)	(356)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(Note 23)	(92)	267
Autres produits et charges d'exploitation	(Note 24)	(51)	(365)
<b>Résultat opérationnel courant /(perte)</b>		<b>(1 142)</b>	<b>(787)</b>
Autres produits et (charges) non courants	(Note 25)	-	-
<b>Résultat opérationnel /(perte)</b>		<b>(1 142)</b>	<b>(787)</b>
Produit de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(Note 28)	18	-
Charges d'intérêt sur la dette financière	(Note 28)	19	103
Autres produits et (charges) financiers	(Note 28)	3 189	1
Produit / (charge) d'impôt	(Note 15)	177	(1)
<b>Résultat (perte) net des activités poursuivies</b>		<b>2 261</b>	<b>(684)</b>
Résultat net des activités abandonnées	(Note 26)	1 160	1 922
<b>Résultat (perte) net</b>		<b>3 421</b>	<b>1 238</b>
Résultat, part minoritaires			234
Résultat, part groupe		3 421	1 004
Résultat (perte) net part du groupe des activités poursuivies, de base par action	(Note 29)	1,20	(0,36)
Résultat (perte) net part du groupe des activités poursuivies, dilué par action	(Note 29)	1,20	(0,36)
Résultat (perte) net part du groupe des activités non poursuivies, de base par action	(Note 29)	0,61	1,02
Résultat (perte) net part du groupe des activités non poursuivies, dilué par action	(Note 29)	0,61	1,02
Nombre d'actions en circulation pour le calcul du résultat (perte) net de base par action	(Note 29)	<b>1 887 211</b>	<b>1 887 211</b>
Nombre d'actions en circulation pour le calcul du résultat (perte) net dilué par action	(Note 29)	<b>1 887 211</b>	<b>1 887 211</b>

### III. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	Capitaux propres recyclables	Ecart de conversion	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>Solde au 31 mars 2006</b>	1 901	4 714	(16 914)		84	(10 215)	1 063	(9 152)
Variation des écarts de conversion					(58)	(58)		(58)
Autres mouvements			568	1 160	(26)	1 702	(1 297)	405
<b>Total des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>			568	1 160	(84)	1 644	(1 297)	347
Résultat net de la période			1 004			1 004	234	1 238
<b>Total des produits et charges</b>			1 572	1 160	(84)	2 648	(1 063)	1 585
<b>Solde au 31 mars 2007</b>	1 901	4 714	(15 342)	1 160	0	(7 567)	0	(7 567)
Autres mouvements				(1 160)		(1 160)	3	(1 157)
<b>Total des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>			0	(1 160)	0	(1 160)	3	(1 157)
Résultat net de la période			3 421			3 421	0	3 421
<b>Total des produits et charges</b>			3 421	(1 160)	0	2 261	3	2 264
<b>Solde au 31 mars 2008</b>	1 901	4 714	(11 921)	0	0	(5 306)	3	(5 303)

## IV. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 mars	
	2008	2007
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles:</b>		
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>3 421</b>	<b>1 238</b>
Moins : résultat des activités non poursuivies	(1 160)	(1 922)
Élimination des éléments non monétaires:		
Charges (produits) d'actualisation des dettes et créances	(3 010)	
Amortissements des immobilisations corporelles et logiciels	(Notes 3 et 4) 9	10
Plus ou moins-value de cession d'immobilisations		1
Charges (produits) d'impôts différés	(Note 15) 14	1
Provisions	(Note 11) (6)	(402)
Variation du besoin en fonds de roulement	1 580	(1 338)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>848</b>	<b>(2 412)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement:</b>		
Variation des équivalents de trésorerie		
Acquisition d'immobilisations corporelles et de logiciels	(Notes 3 et 4) (160)	(1 88)
Produits des ventes d'immobilisations corporelles		
Encaissements suite à cessions d'immobilisations financières		15
Incidence des variations de périmètre	1 935	2 500
Flux nets de trésorerie utilisés pour les opérations d'investissement	<u>1 775</u>	<u>2 327</u>
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement :</b>		
Augmentation de capital ou apports	3	
(Augmentation) diminution des actions propres		
Encaissements provenant d'emprunts		2 494
Remboursement des emprunts		(218)
Flux nets de trésorerie provenant des (utilisés par les) opérations de financement	<u>3</u>	<u>2 276</u>
Reclassement de la trésorerie des activités destinées à être cédées	(Note 26)	
Reclassement des découverts bancaires en dettes financières	2 888	
Effets de la variation des taux de change sur la Trésorerie et équivalents de trésorerie		
<b>Augmentation (diminution) nette des trésoreries et équivalents de trésorerie</b>	<b>5 514</b>	<b>2 191</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	(Note 8) <b>(2 737)</b>	(Note 8) <b>(4 928)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	(Note 8) <b>2 777</b>	(Note 8) <b>(2 737)</b>

## V. ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RELATIFS À L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2008

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour les besoins de la présente annexe, les termes "UNIVERSAL MULTIMEDIA", "Société" et "Groupe" désignent l'ensemble formé par la société UNIVERSAL MULTIMEDIA S.A. et ses filiales.

### ELEMENTS MARQUANTS

#### Evolution du périmètre

Les titres de la société Revox Inc. encore détenus à l'ouverture de l'exercice ont été cédés le 19 septembre 2007. Ces titres étaient déjà présentés en actifs financiers disponibles à la vente à compter du 9 octobre 2006, du fait de l'existence d'une option d'achat détenue par l'acquéreur des titres déjà cédés au cours de l'exercice 2006 / 2007, laquelle option a donc été exercée au cours de l'exercice 2007 / 2008.

La plus-value sur cette deuxième cession avait été portée en capitaux propres au 31 mars 2007, et est recyclée en résultat au cours de l'exercice 2007 / 2008, date de la réalisation effective de cette deuxième cession.

En septembre 2007, la société Universal Multimedia a créé une filiale à 99 %, Continental Edison, laquelle a eu une activité non significative au cours de l'exercice.

#### Historique

La Société a été victime d'un sinistre industriel au cours de l'année 2004.

En effet, elle s'est lancée au début de l'année 2004 dans la fabrication d'un téléviseur à écran plat LCD 26". Un sous-traitant était chargé de la conception, de la fabrication et de la mise au point de l'ensemble des moules constituant le « housing » complet du téléviseur, ainsi que de la production de différentes pièces constituant ce « housing » et notamment la façade 26 " grille carrée peinte.

Or, dès les premières livraisons, la Société a enregistré des réclamations sur la qualité de la part de ses clients, lesquelles mettaient en évidence l'existence d'un défaut de tenue de la peinture des façades fabriquées et produites par son sous-traitant.

En outre, le prix des téléviseurs plats a fortement baissé.

De plus, les événements sportifs de l'année 2004 (notamment le championnat d'Europe de football) n'ont pas été aussi porteurs que prévu.

La Société a éprouvé des difficultés à faire face à ses engagements, notamment vis-à-vis de ses partenaires financiers.

Ainsi, le 28 juin 2005, la société s'est placée sous mandat Ad Hoc, puis sous mandat de conciliation afin de permettre à l'administrateur désigné de rechercher la conclusion d'un accord avec les créanciers dans le but de parvenir à faire face aux engagements de la Société et d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Par jugement du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire (loi 2005) avec une période d'observation de 4 mois prorogée de 4 mois. Le 27 novembre 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a prorogé la période d'observation jusqu'au 13 février 2007. Par jugement en date du 12 février 2007, la période d'observation a été prolongée jusqu'au 13 avril 2007.

Le 2 avril 2007, un plan de continuation sur 10 ans a été accepté par le Tribunal de Commerce de Paris.

## NOTE 1 PRESENTATION DU GROUPE ET PRINCIPES COMPTABLES

### *Description de l'activité*

UNIVERSAL MULTIMEDIA S.A (anciennement Revox SA) et ses filiales (le « Groupe ») sont spécialisées dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plasma destinés au grand public et aux professionnels.

Ce savoir-faire réuni dans un boîtier électronique fixé à l'arrière des dalles plasmas produit par les grands constructeurs, permet un pilotage total et intelligent de l'affichage pixellisé.

Le groupe propose sa technologie au marché par la vente de licences dédiées et également la vente sous sa propre marque, de téléviseur plasma.

Au cours de l'exercice 2007/2008, la société Universal Multimedia SA a réalisé un chiffre d'affaires de 374 milliers d'euros, et un résultat de (821) milliers d'euros.

### *Contexte spécifique aux comptes consolidés 2008*

Les comptes consolidés du groupe UNIVERSAL MULTIMEDIA au titre de l'exercice clos le 31 mars 2008 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 4 décembre 2008.

### *Principes Comptables et principes de Consolidation*

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des normes comptables internationales IFRS (corps de normes disponible sur le site Internet [www.europa.eu.int](http://www.europa.eu.int)).

Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Ces estimations et hypothèses concernent notamment l'évaluation des goodwill et des autres immobilisations incorporelles, l'évaluation des impôts différés, des provisions, des avantages au personnel, et de certains instruments financiers, ainsi que de la classification des contrats de location. Elles sont détaillées ci-dessous dans les paragraphes y afférent.

Les montants exprimés dans l'annexe sont en milliers d'euros (K€) sauf lorsqu'il est précisé autrement. La convention de signe suivante est utilisée pour la présentation du compte de résultat : un montant positif indique un produit, et un montant négatif indique une charge.

### *Normes ou interprétations IFRS entrées en vigueur au 31 mars 2008 :*

- au titre des nouvelles normes :
  - IFRS 7 : Instruments financiers : informations à fournir (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007) ; cette norme introduit de nouvelles informations sur les instruments financiers ; mais n'aura aucun impact sur la classification et l'évaluation des instruments financiers du groupe Universal Multimedia. Les nouvelles informations présentées au titre de cette norme sont présentées en Note 32 Gestion des risques (l'intégralité de l'information requise au titre de cette nouvelle norme a été mentionnée dans l'annexe des comptes consolidés).

Les informations complémentaires requises par ces textes relatifs à l'information financière sont présentées pour la première fois dans les comptes consolidés annuels avec une information comparative.

- au titre d'amendements de normes existantes :
  - Amendement IAS 1 : Présentation des états financiers: informations à fournir concernant le capital (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007). Le groupe estime que cet amendement n'aura pas d'impact sur les comptes consolidés. Certaines informations demandées par cette norme, relatives au capital, sont présentées en Note 9 Capital social.
- au titre des interprétations :
  - IFRIC 10 : Information financière intermédiaire et perte de valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006) ;

Selon IFRIC 10, les pertes de valeur comptabilisées au cours d'une période intermédiaire au titre des goodwill, des investissements en titre de capitaux propres et des investissements en actifs financiers comptabilisés à leur coût ne peuvent être reprises lors d'une période intermédiaire ultérieure ou annuelle ultérieure. Le groupe, estime que cette interprétation n'aura pas d'impact sur les comptes consolidés.

***Normes ou interprétations IFRS entrées en vigueur au 31 mars 2008 mais ne s'appliquant pas au groupe Universal Multimédia :***

Les normes et interprétations suivantes, adoptées ou en cours d'adoption par l'Union européenne, n'ont pas été appliquées par le Groupe UNIVERSAL MULTIMEDIA au 31 mars 2008 :

- au titre des nouvelles normes d'amendements de normes existantes : néant.
- au titre des interprétations :
  - IFRIC 8 : Champ d'application d'IFRS 2 (transaction donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres ou à un paiement dont la valeur dépend de la valeur d'un instrument de capitaux propres ; applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006).
  - IFRIC 9 : Réévaluation des dérivés incorporés (applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2006).
  - IFRIC 6 : Passifs résultant de la participation à un marché spécifique : déchets d'équipements électriques et électroniques.
  - IFRIC 7 : Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29, information financière dans les économies hyper inflationnistes.

***Normes ou interprétations IFRS non encore entrées en vigueur au 31 mars 2008 et qui n'ont pas été adoptées par anticipation par le groupe :***

Les normes et interprétations suivantes, adoptées ou en cours d'adoption par l'Union européenne, n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe UNIVERSAL MULTIMEDIA au 31 mars 2008 :

- au titre des nouvelles normes :
  - IFRS 8 : Secteurs opérationnels (applicable aux exercices ouverts à compter du 01.01.2009) ; ses conséquences sur la présentation de l'information sectorielle sont en cours d'examen.

Le Groupe n'a pas à ce jour estimé les impacts potentiels de cette norme sur ses états financiers consolidés des exercices futurs.

***Normes ou interprétations IFRS non encore entrées en vigueur au 31 mars 2008 et qui ne s'appliquent pas aux activités du groupe Universal Multimédia :***

- au titre des nouvelles normes d'amendements de normes existantes : néant.
- au titre des interprétations :



- IFRIC 11 : « IFRS 2 – Actions propres et transactions intragroupe » adoptée par la commission européenne le 1<sup>er</sup> juin 2007, et applicable sur option aux exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> mars 2007, ne concerne pas le groupe Universal Multimédia.
- IFRIC 12 : « Accord de concession de services » (applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008), non encore adoptée par la commission européenne.

### ***Homogénéisation des comptes***

Les états financiers de l'ensemble des filiales incluses dans le périmètre de consolidation ont été homogénéisés selon les principes et règles comptables du Groupe en conformité avec les IFRS.

### ***Méthodes de consolidation***

Les filiales contrôlées directement ou indirectement sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, sans en assurer le contrôle, sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe. Quand il y a cession d'une filiale, les états financiers consolidés de l'exercice comprennent les résultats sur la période pendant laquelle UNIVERSAL MULTIMEDIA S.A. en avait le contrôle.

### ***Elimination de transactions intragroupes***

Tous les soldes et transactions intra groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intra groupe, sont totalement éliminés. Les pertes internes sont maintenues lorsqu'elles reflètent une perte par rapport à la valeur recouvrable de l'élément cédé.

### ***Conversion des transactions réalisées en devises étrangères***

Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts de change sont enregistrés dans le compte de résultat, à l'exception des écarts de conversion latents actifs et passifs dégagés à la clôture de l'exercice, et relatifs à des éléments monétaires intragroupes qui font partie de l'investissement net dans les filiales, qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

### ***Conversion monétaire des états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro***

La monnaie de présentation du Groupe est l'euro (€). A la date de clôture, les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe aux taux de change en vigueur à la date de clôture, et leurs comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen pour l'année.

Les écarts de change résultant de cette conversion sont affectés directement sous une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de la cession totale ou partielle d'une société à l'étranger, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est comptabilisé dans le compte de résultat.

### ***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluations en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif, soit :

- matériels et outillages : 2 à 10 ans
- agencements : 5 à 10 ans
- matériels de transports : 2 à 5 ans
- mat et mob de bureau : 3 à 10 ans

Lorsque la prise en location d'un bien implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, alors, il est comptabilisé en immobilisation, avec en contrepartie une dette financière.

Les immobilisations ainsi constatées sont amorties selon les mêmes modalités que celles applicables aux biens acquis en pleine propriété, et sur une durée n'excédant pas la durée du bail lorsque l'immobilisation n'est pas automatiquement transférée à la société en fin de bail ou lorsqu'il est probable que celui-ci ne sera pas renouvelé.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable ; la valeur recouvrable des immobilisations corporelles étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité.

### ***Goodwill – écart d'acquisition***

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Tout écart d'acquisition négatif doit être comptabilisé directement en résultat à la date du regroupement d'entreprise.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill positif est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le goodwill est soumis à des tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il pourrait être déprécié.

A compter de la date d'acquisition, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise. La dépréciation est déterminée en évaluant la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté. Lorsque le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieur à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée.

Pour les besoins de ces tests de perte de valeur, UNIVERSAL MULTIMEDIA a procédé à un découpage des ses activités en « unités génératrices de trésorerie » (Universal Multimédia SA – anc. Revox SA- et Revox Inc.).

Ces goodwills sont convertis au cours de clôture, conformément à IAS 21.47.

### ***Immobilisations incorporelles***

*Acquisées soit séparément soit lors d'un regroupement d'entreprises*

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, le modèle du coût est appliqué aux immobilisations incorporelles. Leur durée d'utilité est appréciée comme étant finie ou indéterminée. Quand un amortissement est comptabilisé pour les actifs dont la durée d'utilité est finie, cette charge est comptabilisée dans le compte de résultat.

A l'exception des coûts de développement, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas

activées et les dépenses correspondantes sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues.

Les valeurs comptables des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Leur durée d'utilité est également revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant, sont comptabilisés de manière prospective.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif, soit 4 à 5 années.

La marque fait l'objet d'une appréciation annuelle, et aussi lors de survenance d'événements susceptibles de remettre en cause sa valeur et qui pourront entraîner la constitution d'une dépréciation supplémentaire.

Cette marque est convertie au cours de clôture, conformément à IAS 21.47.

### ***Coûts de Recherche et Développement***

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement engagées sur un projet interne sont activées quand la recouvrabilité future du projet peut être raisonnablement considérée comme assurée. Après leur comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont évaluées en utilisant le modèle de coût, ce qui nécessite que les actifs soient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes futures relatives au projet.

La valeur comptable des coûts de développement activés fait l'objet d'un test de perte de valeur chaque année tant que l'actif n'est pas encore mis en service ou plus fréquemment quand il existe au cours de l'exercice un indice que l'actif ait pu perdre de la valeur, indiquant que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les profits et pertes résultant de la décomptabilisation d'un actif incorporel sont déterminés comme la différence entre les produits nets de cession et la valeur comptable de l'actif. Ils sont enregistrés dans le compte de résultat quand l'actif est décomptabilisé.

La méthode groupe consiste, dans le respect des règles internationales (norme IAS 38), à activer les frais de recherche et développement relatifs à des projets individualisés, répondant aux six critères d'activation définis par la norme IAS 38 et pour lesquels les coûts ont pu être distinctement établis. Seules les dépenses engagées par les sociétés du groupe et pour leur propre compte sont retenues. Les frais entrant dans le coût de production des commandes passées avec les tiers sont exclus.

Les dépenses activées correspondent aux coûts réels de production, aux coûts salariaux et aux frais généraux qui peuvent être affectés. La contrepartie comptable de l'ensemble de ces frais est enregistrée en diminution des comptes de charges concernés. Les montants ainsi activés sont précisés en note 3.

Les amortissements courent à compter de la date de commercialisation et ne peuvent en aucun cas excéder une durée de 5 ans.

### ***Stocks***

Les stocks de matières et de marchandises sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ». La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### ***Actifs courants et non courants***

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les

douze mois suivant la clôture, sont classés en « actifs courants », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs sont classés en « actifs non courants ».

### ***Passifs courants et non courants***

Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « passifs courants », de même que les passifs détenus dans le but d'être négociés. Tous les autres passifs sont classés en « passifs non courants ».

### ***Investissements***

Tous les investissements sont initialement comptabilisés à la juste valeur qui inclut les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Après la comptabilisation initiale, les investissements classés dans les catégories « détenus à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur.

Les profits et les pertes sur investissements détenus à des fins de transaction sont enregistrés en résultat.

Les profits et les pertes sur investissements disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement soit vendu, encaissé ou décomptabilisé d'une autre manière ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'investissement a perdu la valeur, date à laquelle le profit ou la perte cumulé enregistré jusqu'alors en capitaux propres est enregistré partiellement ou en totalité dans le compte de résultat. Des provisions pour dépréciation sont constituées et comptabilisées au résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de ces investissements. Un indicateur de dépréciation permettant de déterminer une indication objective de dépréciation est la baisse significative ou prolongée de la juste valeur des investissements en dessous de leur coût d'acquisition.

Les actifs financiers non dérivés assortis d'échéances fixes de paiements déterminés ou déterminables sont classés en placements détenus jusqu'à l'échéance lorsque le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de les conserver jusqu'à leur échéance. Les investissements prévus pour être conservés sur une période indéfinie ne font pas partie de cette classification.

Pour les investissements qui sont négociés activement sur des marchés financiers organisés, la juste valeur est déterminée par référence au prix de marché publié à la date de clôture. Pour les investissements pour lesquels il n'y a pas de prix de marché publié sur un marché actif, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur actuelle d'un autre instrument quasiment identique ou calculée sur la base des flux de trésorerie attendus de l'investissement.

Tous les achats et ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, qui est la date à laquelle le groupe s'engage à acheter l'actif. Les achats ou ventes normalisés sont des achats ou ventes d'actifs financiers qui imposent la livraison des actifs dans le délai généralement défini par la réglementation ou par convention sur le marché.

### ***Clients et autres débiteurs***

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La trésorerie et les équivalents de trésorerie à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie

comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus tels que définis ci-dessus, ainsi que les découverts bancaires.

### ***Tableau des flux de trésorerie***

Les dividendes et les intérêts, reçus ou versés, figurent en opérations de financement.

### ***Titres d'autocontrôle***

Les titres d'autocontrôle et d'auto détention sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

### ***Prêts et emprunts portant intérêts***

Tous les prêts et emprunts sont initialement enregistrés au coût qui correspond à la valeur du montant reçu, net des coûts liés à l'emprunt.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, prenant en compte tous les coûts d'émission et toute décote ou prime de remboursement.

Les profits et pertes sont enregistrés en résultat lorsque les passifs sont décomptabilisés ou font l'objet d'une perte de valeur.

### ***Provisions***

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, par exemple du fait d'un contrat d'assurances, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques du passif.

Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

### ***Provisions pour restructuration***

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné à la clôture lorsqu'il résulte d'une obligation du Groupe vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de la décision aux tiers concernés. Ce coût correspond principalement aux frais de licenciement, aux loyers relatifs à des contrats de longue durée non-résiliables de locaux inutilisés, et à d'autres coûts rendus nécessaires par ces opérations de restructuration. Les montants provisionnés correspondent à des provisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration, et sont évalués à leur valeur actualisée lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est significatif.

### ***Engagements de retraite***

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime.

L'évaluation des droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite correspond à la dette actuarielle et tient compte d'augmentation des salaires, d'âge de départ à la retraite, de rotation ainsi que de taux d'actualisation.

Aucun actif n'est détenu en couverture.

### ***Chiffre d'affaires***

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent être remplis pour que les produits des activités ordinaires puissent être reconnus : il doit exister un accord entre la Société et le client; le prix doit avoir été fixé ou être déterminable, et le règlement doit être probable.

Le Groupe constate le chiffre d'affaires généré par son activité audio et vidéo une fois que ceux-ci sont rendus (cas des bureaux d'études pour son compte ou celui de grands fabricants) ou, pour les équipements (produits finis à destination du grand public et des clients professionnels), au moment de leur livraison.

### ***Impôts sur les sociétés et impôt différé***

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf quand le passif d'impôt différé résulte de l'amortissement non déductible fiscalement d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable ;
- pour les différences temporelles taxables à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, sauf si la date à laquelle la différence temporelle s'inversera peut être contrôlée et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés :

- sauf quand l'actif d'impôt différé lié à la différence temporelle déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ;
- pour les différences temporelles déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible et qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés directement en capitaux propres.

### ***Instruments financiers***

La classification et la désignation des instruments financiers sont réalisées lors de la comptabilisation initiale lorsque le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de l'instrument financier et sont reconsidérées à chaque clôture dans les conditions prescrites par la norme IAS 39.

Les achats et ventes d'instruments financiers (y compris les dérivés) sont comptabilisés à la date de règlement.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les instruments non dérivés désignés dans cette catégorie ou ceux qui ne sont rattachés à aucune autre catégorie. Ils sont inclus dans les actifs non courants, sauf si la direction compte les vendre dans les douze mois suivant la date de clôture.

### ***Décomptabilisation des instruments financiers***

La décomptabilisation des instruments financiers a lieu quand le Groupe ne contrôle plus les droits contractuels liés à l'instrument financier, ce qui est généralement le cas lorsque l'instrument est vendu ou quand tous les flux de trésorerie attribuables à l'instrument sont transférés à un tiers indépendant.

### ***Résultat par action***

Le résultat par action de base est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions d'auto détention.

Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions, qui au dénominateur, rajoute au nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action de base, le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs, déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les instruments de capitaux propres donnant accès au capital ne sont retenus dans le calcul indiqué ci-dessus que pour autant qu'ils aient un effet dilutif sur le bénéfice par action.

### ***Niveaux d'information sectorielle retenus par le groupe Universal Multimédia***

Compte tenu de la structure fondamentale d'organisation et de gestion du groupe Universal Multimédia, le premier niveau d'information sectorielle retenu conformément aux prescriptions de la norme IAS 14 « Information sectorielle » s'articule autour des deux secteurs d'activité suivants :

- le secteur Téléviseurs/Plasmas/LCD
- le secteur Audio (Revox)

Le second niveau s'articule autour des zones géographiques suivantes :

- France
- Europe
- Amérique du Nord

Ces segmentations ne sont applicables qu'à l'exercice 2006 / 2007 pour la partie Activités abandonnées. En 2007 / 2008, le groupe ne comporte plus qu'une seule activité, localisée en France.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

*Liste des filiales consolidées*

Les sociétés suivantes sont consolidées par intégration globale :

**Société consolidante :**

SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Sociétés	% Contrôle direct	% Intérêt 31.03.2008	% Intérêt 31.03.2007
Société mère			
<b>SA UNIVERSAL MULTIMEDIA</b>			
75, rue de Lourmel, 75015 Paris, France.			
N° SIREN : 330 148 438			
<u>Société consolidée par intégration globale</u>			
<b>Continental Edison, France</b>	99,00	99,00	n/a
540, bd de l'Europe, 83500 La Seyne sur Mer			
N° SIREN : 500 182 951			



### NOTE 3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2008			2007		
	Coût	Amortissements	Net	Coût	Amortissements	Net
Logiciels et frais de développement	566		566	410	0	410
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Marque Revox	0		0	0		0
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>566</b>	<b>0</b>	<b>566</b>	<b>410</b>	<b>0</b>	<b>410</b>
Goodwill	0		0	0		0
<b>Total des goodwills et immobilisations incorporelles</b>	<b>566</b>	<b>0</b>	<b>566</b>	<b>410</b>	<b>0</b>	<b>410</b>

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde d'ouverture	Acquisitions	Diminutions	Ecart de conversion	Solde de clôture
Logiciels et frais de développement	410	156			566
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Marque Revox	0				0
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>410</b>	<b>156</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>566</b>
Goodwill	0				0
<b>Total des goodwills et immobilisations incorporelles</b>	<b>410</b>	<b>156</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>566</b>

Les frais de développement relatifs à deux projets, une carte et un processeur ideo-graphique, ont été capitalisés chez la société mère, pour un montant de 156 milliers d'euros (180 milliers d'euros l'exercice précédent).

Les frais capitalisés sont constitués pour leur majeure partie de frais de personnel.

Les frais de développement de Universal Multimedia seront amortis à compter de leur mise en exploitation, soit pour les projets immobilisés au 31 mars 2008, courant du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008.

## NOTE 4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2008			2007		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Constructions/agencements	-	-	-	-	-	-
Matériel et outillage	34	21	13	56	40	16
Matériel et outillage en CB	316	312	4	316	308	8
Autres immobilisations corporelles	23	18	5	21	18	3
Autres immobilisations corporelles en CB	9	9	-	9	9	-
Immobilisations corporelles en cours						
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>382</b>	<b>360</b>	<b>22</b>	<b>402</b>	<b>375</b>	<b>27</b>

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde d'ouverture	Acquisitions	Mises au rebut et cessions	Virements de poste à poste	Ecarts de conversion	Solde de clôture
Constructions/agencements	0					0
Matériel et outillage	56		-22			34
Matériel et outillage en CB	316					316
Autres immobilisations corporelles	21	4	-2			23
Autres immobilisations corporelles en CB	9					9
Immobilisations corporelles en cours	0					
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>402</b>	<b>4</b>	<b>-24</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>382</b>

- La variation des amortissements des immobilisations corporelles est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde d'ouverture	Dotations	Diminutions	Virements de poste à poste	Ecart de conversion	Solde de clôture
Constructions	0					0
Matériel et outillage	40	3	-22			21
Matériel et outillage en crédit-bail	308	4				312
Autres immobilisations corporelles	18	2	-2			18
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	9					9
<b>Total des amortissements sur immobilisations corporelles</b>	<b>375</b>	<b>9</b>	<b>-24</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>360</b>

Les immobilisations acquises en crédit bail figurant à l'actif se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Brut	Amortissements	Net
Constructions			
Matériel	316	312	4
Autres immobilisations corporelles	9	9	
<b>Total des immobilisations corporelles en crédit-bail</b>	<b>325</b>	<b>321</b>	<b>4</b>

## NOTE 5 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	Dépôts et cautionnements	Instruments financiers	Titres mis en équivalence	Prêts	Total
<b>Solde au 31 mars 2007</b>		8			8
Reclassement en actifs destinés à être cédés					
Acquisitions d'immobilisations					
Variation de juste valeur des instruments financiers					
Diminution					0
Résultat des entreprises associées					
Reprise					
Virement de poste à poste					
Ecart de change					
<b>Solde au 31 mars 2008</b>		<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>

Les titres de participation non consolidés en 2008 au niveau de la société Universal concernent la société suivante :

SARL SYBATRONIC 600 parts (75 %) pour 6 milliers d'euros.

La société SYBATRONIC, en cours de liquidation judiciaire, est exclue du périmètre de consolidation. Le capital social, au 31 décembre 2003, était de 8000 euros, le résultat du dernier exercice connu de (7 024) euros.

Les titres sont dépréciés à hauteur de 100%. Les autres immobilisations financières concernent les dépôts et cautionnements.

## NOTE 6 PERTE DE VALEUR DES GOODWILLS

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA a acquis en mai 2003 53,35% de la société Revox Inc.

Pour les comptes au 31 mars 2007, les titres de la société Revox Inc. sont présentés en actifs financiers disponibles à la vente, évalués au prix de vente. Le goodwill présenté l'exercice précédent, dont la valeur comptable était confortée par la connaissance du prix de cession, n'apparaît donc plus au bilan consolidé.

Au 31 mars 2008, suite à la cession complète de Revox, il n'y a plus de goodwill dans les comptes consolidés du groupe Universal Multimedia.

## NOTE 7 STOCKS ET AUTRES CREANCES

Les stocks s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	
			2008	2007
Matières premières	2 261	-2 229	32	57
Produits finis	179	-97	82	102
Marchandises	1	-1	0	0
<b>Total</b>	<b>2 441</b>	<b>-2 327</b>	<b>114</b>	<b>159</b>

La variation des provisions pour dépréciation des stocks s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2007	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice non utilisées	Reprises de l'exercice utilisées	Solde au 31 mars 2008
<b>Provision pour dépréciation des :</b>					
Matières premières	-2 226	-2 229		2 226	-2 229
Produits finis	-191	-97		191	-97
Marchandises	-1	-1		1	-1
<b>Total des dépréciations</b>	<b>-2 418</b>	<b>-2 327</b>	<b>0</b>	<b>2 418</b>	<b>-2 327</b>

L'échéance des créances nettes de l'actif circulant au 31 mars 2008 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an
<b>Créances clients et rattachées</b>	<b>4 103</b>	<b>1 492</b>	<b>2 611</b>	<b>2 611</b>	
Créances sociales	20		20	20	
Créances fiscales	399		399	104	295
Avances et acomptes			0		
Autres créances	732	454	278	278	
Charges constatées d'avance	2		2	2	
<b>Total des autres actifs courants / non courants</b>	<b>1 153</b>	<b>454</b>	<b>699</b>	<b>404</b>	<b>295</b>

Dans les comptes clients figurent pour 2 159 milliers d'euros des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Au 31 mars 2008, 230 milliers d'euros de travaux restant à effectuer ont été provisionnés à l'égard du marché relatif à la cession d'une unité de production.

Les travaux avaient donné lieu à une réception provisoire conditionnée à la fin des travaux, tests de performance du matériel et formation du personnel à l'utilisation du matériel.

Une mission d'ordre technique, avec pour objectif de vérifier le stockage des équipements et la planification des travaux, a été effectuée en janvier 2008. Des missions d'ordre juridique et financier ont eu lieu en mars, mai et juillet 2008.

Des premiers travaux contractuels d'assistance ont été réalisés au premier semestre 2008, relatifs au démarrage de l'unité de production de téléviseurs à tube cathodique nouvelle génération (dit « slim » et « ultra-slim ») et écrans LCD. Ces travaux seront achevés à fin mars 2009.

Le 24 avril 2008, un accord de règlement a été conclu qui prévoit le règlement de la créance par BYA ELECTRONIC sur 8 ans par annuités progressives.

En raison des différentes procédures qui ont accaparé les ressources opérationnelles d'UNIVERSAL MULTIMEDIA, les engagements contractuels (essais de performance, réglages) tardaient à être honorés par UNIVERSAL MULTIMEDIA.

L'actualisation de cette créance au taux de 5 % se traduirait par une diminution de cette créance de 523 milliers d'euros. Ce taux fait référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source : Insee).

Les dépréciations sur créances ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2007	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice non utilisées	Reprises de l'exercice utilisées	Ecart de conversion	Solde au 31 mars 2008
Dépréciation sur comptes clients	1 494	15		-17		1 492
Dépréciation sur autres créances	382	72				454
<b>Total des dépréciations</b>	<b>1 876</b>	<b>87</b>	<b>0</b>	<b>-17</b>	<b>0</b>	<b>1 946</b>

## NOTE 8 VALEUR DE MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour les prêts et avances, les créances clients, les autres créances, la trésorerie et équivalents de trésorerie, les dettes fournisseurs, les dépôts et cautionnements, les autres dettes et les emprunts à moins d'un an, le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidé, la rubrique trésorerie comprend les éléments suivants au 31 mars :

En milliers d'euros	2008	2007
Comptes bancaires courants	1 515	151
Equivalents de trésorerie (SICAV et billets de trésorerie)	1 262	
<b>Trésorerie disponible</b>	<b>2 777</b>	<b>151</b>
Moins : découverts bancaires		-2 888
<b>Trésorerie retenue pour le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>2 777</b>	<b>-2 737</b>

Les découverts bancaires présentés au 31 mars 2007 ont été admis au plan de continuation accepté le 2 avril 2007, et sont de ce fait remboursables sur 10 ans à compter du 2 avril 2008. Ils ont en conséquence été reclassés en dettes financières diverses.

## NOTE 9 CAPITAL SOCIAL

### *Généralités*

Le capital social se compose, au 31 mars 2008, comme au 31 mars 2007, de 1 901 200 actions ordinaires de valeur nominale de 1 euro chacune.

Il n'y a eu aucune opération effectuée sur le capital au cours des deux dernières années.

La société ne possède pas d'instruments de capitaux propres tels que les bons de souscription d'actions par exemple.

### *Gestion du capital*

La société a pour objectif le retour à la cotation dans les meilleurs délais. Il n'y a pas de condition préalable (objectif ou exigence interne ou externe) en matière de capital à la réalisation de cet objectif. Par capital, la société considère ici les capitaux propres consolidés part du groupe tels que présentés au bilan, et dont la variation est détaillée dans le tableau de variation des capitaux propres. La société envisage de reprendre la cotation après la publication des comptes consolidés annuels certifiés au 31 mars 2008.

Il n'existe pas non plus d'autre exigence externe quant au capital de la société.

Le Groupe n'a opéré aucun changement par rapport à l'exercice précédent, sur les objectifs, la politique et la procédure de gestion de son capital.

## NOTE 10 ECARTS DE CONVERSION

L'évolution des écarts de conversion est la suivante :

En milliers d'euros	
<b>Au 31 mars 2006</b>	<b>84</b>
Ecarts de conversion générés par la conversion des comptes retraités des filiales	-24
Ecarts de conversion générés par la conversion des titres de participation détenus en devises	10
Ecarts de conversion générés par la conversion des écarts d'acquisition en devises	-44
Reprise en résultat de cession écart de conversion (1)	-14
Reclassement suite à présentation de Revox en Actifs financiers disponibles à la vente	-12
<b>Au 31 mars 2007</b>	<b>0</b>
<b>Au 31 mars 2008</b>	<b>0</b>

(1) : une partie de l'écart de conversion au 9 octobre 2006 a été reprise en résultat suite à la cession d'une partie des titres de Revox.

## NOTE 11 VARIATION DES PROVISIONS

Les provisions se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2007	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice non utilisées	Reprises de l'exercice utilisées	Effet des actualisations	Solde au 31 mars 2008	<i>Dont part courante</i>	<i>Dont part non courante</i>
Provisions pour Service après Vente	1			-1		0		
Provisions pour garanties données	0					0		
Provisions pour indemnités de départ en retraite	12	11				23		23
Provisions sur avances aux personnes	0					0		
Provisions pour impôts	0					0		
Provisions pour litiges	128				-19	109	44	65
Provisions pour autres charges	227	3				230	230	
<b>Total des Provisions</b>	<b>368</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-19</b>	<b>362</b>	<b>274</b>	<b>88</b>

## NOTE 12 PRÊT D' ACTIONS

Les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69 204 actions Universal Multimédia et 15 210 actions Universal Multimédia à la société afin de boucler le montage du financement de REVOX INC.

Ces prêts d'actions ont été comptabilisés au cours du jour du transfert soit à 8,42 euros.

Or, l'opération d'acquisition de la société REVOX INC a été conclue sur la base d'une valeur d'action d'Universal Multimédia de 14,45 euros. L'écart entre la valeur du protocole et la valeur du titre au moment du prêt avait été portée sur l'exercice précédent en compte d'écart de conversion pour un montant de 509 016 euros.

Dans la mesure où les actions Universal Multimédia font l'objet d'une suspension de cotation en décembre 2004, ces prêts ont été valorisés à la valeur de 1 euro chacun d'où un écart complémentaire de 417 000 euros constaté au 31 mars 2005.

C'est ainsi que l'écart global concerné par ces prêts d'action s'élève au 31 mars 2007 à 1 219 780 euros.

La valeur de remboursement des titres prêtés ne pourra être supérieure à 14,45 euros, soit la valeur du protocole d'acquisition.

Les deux contrats de prêt de consommation sont arrivés à échéance au cours de l'exercice. Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent de ce fait une créance de restitution des titres envers la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, même si le remboursement des deux prêts n'a pas été exigé à l'échéance.

De même qu'à la clôture de l'exercice précédent, la dette de la société à l'égard des prêteurs a été maintenue pour mémoire, compte tenu de la suspension actuelle de la cotation du cours de l'action.

Par prudence, le montant de la dette initialement constatée à l'égard des prêteurs, qui s'élève à 1 220 milliers d'euros, a néanmoins été maintenu au passif du bilan, au poste compte d'écart (cf. note 14).

## NOTE 13 PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2008	2007
Emprunts auprès des établissements de crédit	628	
Dettes financières diverses	5 761	
Avances conditionnées	170	
Intérêts courus non échus		
<b>Sous-total : Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an</b>	<b>6 559</b>	
Découverts bancaires		
<b>Total des passifs financiers non courants Hors location-financement</b>	<b>6 559</b>	<b>0</b>
Engagements de location-financement		
<b>Total des passifs financiers non courants y compris location-financement</b>	<b>6 559</b>	<b>0</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit	43	856
Dettes financières diverses	393	4 993
Avances conditionnées	11	210
Intérêts courus non échus		
<b>Sous-total : Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an</b>	<b>447</b>	<b>6 059</b>
Découverts bancaires		2 888
Engagements de location-financement		1
<b>Total des passifs financiers courants</b>	<b>447</b>	<b>8 948</b>

Comme il est indiqué dans les éléments marquants, le plan de continuation de la société a été approuvé le 2 avril 2007. Les découverts bancaires étant remboursables selon le même échéancier que les autres dettes, ont été reclassés en dettes financières diverses.

Les créances admises au plan de continuation ont été échéancées de la manière suivante : le remboursement doit intervenir chacune des dix années suivant l'approbation du plan, à la date anniversaire de celui-ci, et à hauteur des montants suivants : années 1 à 3 : 5 %, années 4 à 9 : 12,5 %, et année 10 : 10 %.

Ces dettes ont été actualisées au taux de 5 % (faisant référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source : Insee)). L'impact sur le résultat de l'exercice est un produit de 1 943 milliers d'euros.

## NOTE 14 ECHEANCE DES AUTRES DETTES

L'échéance des autres dettes au 31 mars 2008 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Total	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	2 260	122	2 138
Dettes fiscales	457	44	413
Dettes sociales	494	213	281
Dettes d'impôt	0		
Produits constatés d'avance	0		
Dettes diverses	302		302
Compte d'écart (voir Note 12)	1 220	1 220	
<b>Total des fournisseurs et autres dettes</b>	<b>4 733</b>	<b>1 599</b>	<b>3 134</b>



Comme il est indiqué dans les éléments marquants, le plan de continuation de la société a été approuvé le 2 avril 2007.

Ces dettes ont été actualisées au taux de 5 % (faisant référence au taux moyen de financement à court terme constaté en 2007 (source : Insee)). L'impact sur le résultat de l'exercice est un produit de 736 milliers d'euros.

Les créances admises au plan de continuation ont été échéancées de la manière suivante : le remboursement doit intervenir chacune des dix années suivant l'approbation du plan, à la date anniversaire de celui-ci, et à hauteur des montants suivants : années 1 à 3 : 5 %, années 4 à 9 : 12,5 %, et année 10 : 10 %.

## NOTE 15 IMPOTS

L'impôt sur les bénéfices enregistré au compte de résultat se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2008	2007
France	191	-
<b>Total impôt courant</b>	<b>191</b>	<b>0</b>
France	-14	-1
<b>Total impôt différé</b>	<b>-14</b>	<b>-1</b>
<b>Total de la charge d'impôt</b>	<b>177</b>	<b>-1</b>

L'impôt différé constaté au bilan provient des éléments suivants :

en milliers d'euros	2008	2007
Reports déficitaires fiscaux -	0	0
Différences temporelles dont retraitements de crédit bail et au titre des engagements de retraite		14
<b>Total impôt différé actif</b>	<b>0</b>	<b>14</b>

Il n'y a pas d'impôt différé passif au titre des exercices présentés.

La répartition géographique de ces impôts différés est la suivante :

en milliers d'euros	2008	2007
<b>Impôts différés actifs</b>		
France		14
Europe		
Etats-Unis		
<b>Total Impôts différés actifs</b>	<b>0</b>	<b>14</b>

Il n'a pas été constaté d'impôt différé actif au titre des reports déficitaires. Les reports déficitaires non constatés s'élèvent à environ 5,8 millions d'euros, calculés comme suit :

en millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt différé actif non constaté
France	17,4	33,33%	5,8
Total			5,8

### *Preuve d'impôt*

La « preuve d'impôt » consiste à effectuer le rapprochement entre la charge d'impôt totale comptabilisée dans le résultat comptable de l'exercice et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôt le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur.

Le tableau ci-dessous porte sur la charge d'impôt des activités poursuivies.

en milliers d'euros	2008	2007
<b>Résultat net avant impôt des activités poursuivies</b>	2 084	-684
Taux d'impôt	33,33%	33,33%
<b>Impôt théorique</b>	-695	228
Effet de la non comptabilisation d'impôt différé sur les différences temporaires fiscales	-18	-
Crédit d'impôt recherche	191	-
Effet des plus-values exonérées d'imposition	35	
Correction sur exercices antérieurs	-14	
Non reconnaissance des impôts différés actifs sur reports déficitaires	-354	-286
Ecritures de retraitement non fiscalisées (1)	1 033	
Autres différences permanentes	-1	57
<b>Impôt comptabilisé</b>	177	-1
<b>Taux d'impôt effectivement constaté</b>	<b>8,5%</b>	<b>0,1%</b>

(1) : il s'agit essentiellement du produit d'actualisation des dettes, dont la non fiscalisation représente un impact de 1 010 milliers d'euros.

## NOTE 16 ENGAGEMENTS

La présentation des engagements dans cette note n'omet aucun engagement significatif ou qui pourrait le devenir dans le futur.

Ces engagements ont été donnés avant juin 2005.

Les engagements hors bilan de la société sont principalement des engagements de garantie conventionnels concernant des contrats classiques avec des partenaires financiers : banque et société de crédit bail.

Les engagements pris en matière de pensions et retraite sont limités : ils représentent un passif social de 15 443 euros et des charges sociales constituant 50% de ce montant, soit un engagement total de 23 165 euros.

Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1er juillet 1997 pour un loyer annuel fixé à 200 000 Francs. Celui-ci est de 30 500 euros à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006. Ce loyer a cependant fait l'objet d'une renonciation définitive au titre de l'exercice comme pour l'exercice précédent.

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

Dans le cadre des ouvertures de crédits documentaires octroyés en 2005 par un partenaire financier et non remboursés à ce jour, la société est bénéficiaire d'une caution hypothécaire de la part de M. AIT YALLA Kacem à hauteur de 1 000 000 d'euros.

La Société reste redevable de 746 000 euros dans le cadre de cette ligne, montant qui a été déclaré au passif de la Société.

En vertu d'une ligne de crédit octroyée par un organisme financier, la Société a souscrit un billet à ordre de 300 000 euros, avalisé par M. AIT YALLA Kacem, alors Président Directeur Général de la Société.

Ce montant demeurant impayé à ce jour, la Société et M. AIT YALLA, en sa qualité de donneur d'aval, restent solidairement devoirs à la Banque le montant de l'effet. Ce montant a été déclaré au passif de la Société.

Les obligations contractuelles se présentent comme suit au 31 mars 2008 :

<b>Obligations contractuelles</b>	<b>Total</b>	<b>A moins d'un an</b>	<b>De un à cinq ans</b>	<b>A plus de cinq ans</b>
<b>en milliers d'euros</b>				
Dettes à long terme				
Obligations en termes de location-financement				
Contrats de location simple	38	30	8	
Obligations d'achat irrévocables				
Autres obligations à long terme				
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	

#### **Location longue durée**

Le groupe loue des bureaux comme indiqué ci-dessus. En raison de la renonciation évoquée ci-dessus, le groupe n'a pas payé de loyer au cours de l'exercice.

Au 31 mars 2008, le montant des engagements relatifs à ces loyers restant à payer, à l'exclusion des crédits baux qui sont retraités en immobilisation au bilan, est le suivant. Cela concerne exclusivement les bureaux situés à Saint Germain des Prés :

<b>en milliers d'euros</b>	
2008/2009	30
2009/2010	8
2010/2011	
2011/2012	
2012 et après	
<b>Total de l'engagement</b>	<b>38</b>

### *Autres engagements hors bilan*

Le tableau suivant présente les engagements hors-bilan de la Société pris dans le cadre de l'activité courante en 2008 :

en milliers d'euros	2008
Cautions de contre garantie sur marchés	-
Nantissements hypothèques et garanties sur immobilisations corporelles	
Avals, cautions et garanties données	1 046
<b>Total</b>	<b>1 046</b>

### NOTE 17 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, puis ramenés à leur valeur actuelle. La méthode dite du « corridor » n'est pas appliquée.

Les hypothèses et données comptabilisées sont présentées ci-après :

En milliers d'Euros	2008	2007
<b>Hypothèses actuarielles principales</b>		
Taux d'actualisation	2,50%	2,50%
Taux d'augmentation des salaires	1,00%	1,00%
Age de départ à la retraite	60 ans	60 ans
Taux de rotation	1%	1%
<b>Provisions renseignées au bilan</b>		
Valeur actuelle des engagements couverts par des actifs financiers		
Juste valeur des actifs financiers		
<b>Sous total</b>		
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	15	12
Gains pertes actuarielles non encore reconnus	34	18
Coût des modifications du régime non encore reconnu		
<b>PROVISION AU BILAN</b>	<b>15</b>	<b>12</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	11	3
Charge d'intérêt		
Rendement escompté des actifs		
Gains/pertes actuarielles non reconnus dans l'année		
Amortissement du coût des modifications du régime des prestations retroactives		
Réduction et liquidation		-7
<b>CHARGE DE L'EXERCICE</b>	<b>11</b>	<b>-4</b>



Au cours des exercices présentés, la provision pour engagements de retraite a évolué comme suit :

	Dettes actuarielles	Juste valeur des actifs	Ecarts actuariels différés	NET
<i>31 mars 2006</i>	16			16
<i>Effet désactualisation</i>				
<i>Droits acquis</i>	-4			-4
<i>Produits financiers</i>				
<i>Nouveaux écarts actuariels</i>				
<i>Flux de trésorerie Paiements</i>				
<i>Flux de trésorerie Cotisations</i>				
<i>31 mars 2007</i>	12			12
<i>Effet désactualisation</i>				
<i>Droits acquis</i>	11			11
<i>Produits financiers</i>				
<i>Nouveaux écarts actuariels</i>				
<i>Flux de trésorerie Paiements</i>				
<i>Flux de trésorerie Cotisations</i>				
<i>31 mars 2008</i>	23			23

## NOTE 18 CHIFFRE D'AFFAIRES

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique d'origine est la suivante :

en milliers d'euros	2008	2007
France	375	81
Europe		
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>375</b>	<b>81</b>

## NOTE 19 INFORMATIONS PAR SEGMENT

Avant la cession de Revox, l'organisation du Groupe était basée sur les segments primaires suivants : Téléviseurs/Plasmas/LCD et le secteur Audio (Revox).

La direction du Groupe mesurait et évaluait la performance du Groupe en se fondant sur cette segmentation. La segmentation secondaire correspondait aux zones géographiques suivantes : France, Europe, Amérique du Nord, Autres.

Les éléments non affectés incluaient les activités « corporate » (activités non opérationnelles et activités de recherche et développement), ainsi que les éléments financiers et liés aux impôts.

Les prix de transfert entre les segments sont généralement fixés en incluant une marge par rapport au coût, et sont conformes aux lois et réglementations fiscales des autorités fiscales. Ces éléments sont ensuite éliminés dans les états financiers consolidés.

Le résultat sectoriel présenté par le Groupe est le résultat opérationnel.

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2006, l'activité Revox est présentée en Activités abandonnées, et à compter du 9 octobre 2006, en Actifs financiers destinés à la vente.

Pour l'exercice 2007 / 2008, il ne subsiste pas de segmentation sectorielle ou géographique, le Groupe Universal Multimedia ayant une activité unique, basée exclusivement en France.

L'information sectorielle est présentée en conformité avec les règles édictées par la norme IAS 14.

en milliers d'euros	2008		
	Activités poursuivies	Activités abandonnées	
	Télévision	Audio	Eliminations
Produits des ventes à des clients externes du secteur	375		
Produits des transactions avec d'autres secteurs			
Chiffre d'affaires	375	0	
Résultat sectoriel	-1 142	0	
Actifs sectoriels			
Passifs sectoriels			
Acquisition d'immobilisations	160		
Amortissements des immobilisations	9		
Autres charges sectorielles significatives, sans contrepartie de trésorerie	-	-	

en milliers d'euros	2007		
	Activités poursuivies	Activités abandonnées (6 mois)	
	Télévision	Audio	Eliminations
Produits des ventes à des clients externes du secteur	81	2 637	
Produits des transactions avec d'autres secteurs			
Chiffre d'affaires	81	2 637	
Résultat sectoriel	-787	371	
Actifs sectoriels	5 056		
Passifs sectoriels	12 619		
Acquisition d'immobilisations	188		
Amortissements des immobilisations	10		
Autres charges sectorielles significatives, sans contrepartie de trésorerie	-	-	

### Chiffre d'affaires et immobilisations par pays

Le chiffre d'affaires représente 6 mois d'activité en 2007 pour les activités abandonnées.

en milliers d'euros	Activités poursuivies	Activités abandonnées		
	France	Europe	Etats Unis	Autres
<b>2008</b>				
Produits des ventes à des clients externes du secteur	375			
Produits des transactions avec d'autres secteurs				
Chiffres d'affaires	375	0		0
Immobilisations corporelles nettes	22			
Valeur comptable des actifs sectoriels	4 020			
Coût d'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles	160			
<b>2007</b>				
Produits des ventes à des clients externes du secteur	81	2 637		
Produits des transactions avec d'autres secteurs				
Chiffres d'affaires	81	2 637		0
Immobilisations corporelles nettes	27			
Valeur comptable des actifs sectoriels	5 056			
Coût d'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles	188			

### NOTE 20 ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS

En milliers d'euros	2 008	2 007
Achats matières premières & autres appro.	-266	-17
Variation stocks matières premières & aut. appro.	-22	-25
Achats de marchandises	-11	-2
Variation stocks de marchandises		0
Dotation aux provisions s/ stocks	-2 326	-2 417
Reprise provision s/ stocks	2 417	2 467
Production stockée	-113	-24
<b>Achats et variations de stocks</b>	<b>-321</b>	<b>-18</b>



NOTE 21 AUTRES CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros	2 008	2 007
Achats de sous-traitance		
Achats non stockés, Matériel et Fournitures		
Autres services extérieurs	-556	-316
Autres charges externes	-130	-24
Impôts, taxes et versements assimilés	-27	-56
<b>Autres charges externes</b>	<b>-713</b>	<b>-396</b>

NOTE 22 CHARGES DE PERSONNEL

en milliers d'euros	2008	2007
Rémunération du personnel	-229	-261
Charges sociales	-111	-95
<b>Total</b>	<b>-340</b>	<b>-356</b>
Charges de personnel par zone géographique :		
France	-340	-356
<b>Total</b>	<b>-340</b>	<b>-356</b>

Les effectifs moyens se détaillent comme suit :

Effectif moyen par zone géographique :	2008	2007
France	11	8
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>8</b>
Effectif moyen par catégorie socioprofessionnelle :		
Dirigeants / Cadres	6	4
Agents de maîtrise et techniciens	1	1
Employés	3	2
Ouvriers	1	1
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>8</b>

NOTE 23 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En milliers d'euros	2 008	2 007
Dot. aux amort. des immobilisations incorporelles		0
Dot. aux amort. des immobilisations corporelles	-9	-10
Dotations aux provisions sur comptes clients	-15	-13
Dotations aux provisions sur autres actifs courants	-72	-154
Dotations aux provisions pour risques et charges	-14	-26
Reprises aux provisions sur comptes clients	17	5
Reprises aux provisions sur autres actifs courants		38
Reprises aux provisions pour risques et charges	1	427
Reprises aux provisions sur autres créances		
<b>Dotations nettes aux provisions et amortissements</b>	<b>-92</b>	<b>267</b>

NOTE 24 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	2 008	2 007
Autres produits d'exploitation	6	
Autres charges d'exploitation		-12
Produits exceptionnels sur opérat° de gestion	102	70
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	-161	-423
Produits exceptionnels sur exerc. antérieurs	2	
Charges sur exercices antérieurs		
Transfert de charges d'exploitation		
<b>Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>-51</b>	<b>-365</b>

NOTE 25 AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

En milliers d'euros	2 008	2 007
Produits de cession d'immo. corporelles		
Autres produits (charges) non courants		
VNC des immo. incorporelles cédées		
VNC des immo. corporelles cédées		
VNC des immo. financières cédées		
<b>Autres produits et charges non courants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## NOTE 26 RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES

Comme indiqué en Note 1, les activités de Revox ont été cédées en deux temps, suite à un processus de cession qui était engagé dès le début de l'exercice précédent :

- le 9 octobre 2006, Universal Multimedia a cédé 29,22 % de Revox Inc., ramenant sa participation à 22,62 % ;
- le 10 octobre 2007, le solde des actions a été cédé au même acquéreur, en application d'une option d'achat concomitante à la première vente.

Il en résulte que :

- dès le 1<sup>er</sup> avril 2006, les activités de Revox sont présentées en activités abandonnées, en bas du compte de résultat.
- Cette comptabilisation cesse au 9 octobre 2006, la cession d'une partie des actions, accompagnée d'une option, entraînant la perte de contrôle de Revox. Le résultat des activités abandonnées correspond donc à un semestre d'activité pour l'exercice 2006/2007.

### **Bilan**

Le montant présenté au 31 mars 2007 en actifs financiers disponibles à la vente correspond aux titres de Revox Entertainment Inc. détenus par Universal Multimedia, valorisés à leur prix de vente. Ce montant s'analyse comme suit :

	En milliers d'euros	
Valeur dans les comptes sociaux d'Universal Multimedia		1 823
Juste valeur		
Nombre de titres	2 359 526	
Prix de cession unitaire en euros	0,82	
Prix de cession total		1 935

Cette réévaluation a été constatée en capitaux propres au 31 mars 2007, ainsi que l'impact de la sortie des réserves consolidées des sociétés du sous-groupe Revox (pour la part toujours détenue au 9 octobre 2006, date du reclassement de ces filiales en actifs financiers disponibles à la vente), pour un montant total de 1 160 milliers d'euros. Ce montant a été recyclé en résultat lors de la cession des titres restants, au cours de l'exercice 2007/2008.

## Compte de résultat

Le résultat net des activités abandonnées s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Résultat des activités abandonnées	
	2008	2007
<b>Chiffre d'affaires:</b>		<b>2 637</b>
Prestations de services		396
Ventes de produits		2 195
Ventes de marchandises		46
<b>Charges opérationnelles :</b>		<b>(2 266)</b>
Achats et variations de stocks		(985)
Autres charges externes		(427)
Charges de personnel		(821)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		11
Autres produits et charges d'exploitation		(44)
<b>Résultat opérationnel courant /(perte)</b>		<b>371</b>
Autres produits et (charges) non courants (**)	1 160	1 512
	<b>1 160</b>	
<b>Résultat opérationnel /(perte)</b>		<b>1 883</b>
Produit de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Charges d'intérêt sur la dette financière		(43)
Autres produits et (charges) financiers		82
Produit / (charge) d'impôt		
<b>Résultat (perte) net des activités non poursuivies</b>	<b>1 160</b>	<b>1 922</b>

(\*) : Au cours de l'exercice 2006 / 2007, le résultat des activités abandonnées correspond à 6 mois d'activité de Revox, ce sous-groupe ayant été présenté en actif financier disponible à la vente à compter du 9 octobre 2006.

(\*\*) : Les autres produits et charges non courants correspondent à la cession des titres de Revox, réalisée en deux temps, le 9 octobre 2006 et le 19 septembre 2007. Le montant présenté en 2007 (1 160 milliers d'euros) correspond au recyclage en résultat du montant enregistré en capitaux propres au cours de l'exercice 2006/2007. Ce montant était la contrepartie de la mise à juste valeur des titres encore détenus à cette date, en vue de leur présentation en actif financier disponible à la vente.

## Tableau des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie des activités abandonnées s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)

	<b>Revox</b>	
	2008	2007
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles:</b>		
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>1 160</b>	<b>1 922</b>
Elimination des éléments non monétaires:		
Amortissements des immobilisations corporelles et logiciels		
Plus ou moins-value de cession d'immobilisations		
Provisions		
Variation du besoin en fonds de roulement		266
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>1 160</b>	<b>2 188</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement:</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et de logiciels		(255)
Incidence des variations de périmètre	(1 160)	(1 512)
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les opérations d'investissement</b>	<b>(1 160)</b>	<b>(1 767)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement :</b>		
Augmentation de capital ou apports		
Encaissements provenant d'emprunts		
Remboursement des emprunts		(404)
Flux nets de trésorerie provenant des (utilisés par les) opérations de financement		<b>(404)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
<b>Augmentation (diminution) nette des trésoreries et équivalents de trésorerie</b>		<b>17</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		<b>(609)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>(592)</b>

## NOTE 27 PARTIES LIEES

### *Rémunération des dirigeants*

Les rémunérations versées au titre de l'exercice aux mandataires sociaux d'Universal Multimedia SA se sont élevées à 112 milliers d'euros, exclusivement au titre de salaires.

Aucune autre rémunération n'a été versée sous forme de jetons de présence ou de paiement en actions. Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage postérieur à l'emploi, d'aucun autre avantage à long terme, d'aucune indemnité de fin de contrat de travail en cas de départ à la retraite, cessation de fonction ou autres.

### *Autres relations avec les parties liées*

Un contrat prévoit la location par M. AIT YALA à la société d'un local commercial (voir note 16). La société a bénéficié d'une renonciation temporaire au titre de l'exercice.

## NOTE 28 RESULTAT FINANCIER

en milliers d'euros	2008	2007
<b>Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>18</b>	<b>-</b>
<b>Charges d'intérêts sur la dette financière</b>	<b>19</b>	<b>103</b>
Produit d'actualisation des dettes	3 010	-
Gains (pertes) de change	118	-1
Provisions		
Juste valeur des valeurs mobilières de placement	13	-
Autres produits (charges) financières	48	2
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>3 189</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>3 226</b>	<b>104</b>

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués exclusivement de produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.

## NOTE 29 RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Cette présentation est effectuée respectivement pour le résultat des activités poursuivies, et pour le résultat des activités non poursuivies.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises ensuite à la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives en actions ordinaires.

Le nombre d'actions en circulation au 31 mars 2008 et au 31 mars 2007 (hors actions propres) est de 1 901 200 – 13 989 (actions propres) = 1 887 211 actions.

## NOTE 30 PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe n'a pas connaissance de passifs éventuels significatifs.

## NOTE 31 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture, autre que l'accord de règlement sur la créance BYA ELECTRONIC dont les incidences financières sont évoquées en note 7, n'est à mentionner dans le cadre des comptes consolidés au 31 mars 2008.

La société maintient son recentrage sur son activité d'origine – la recherche et développement dans le domaine de l'affichage des écrans plats. La sortie tardive de la société du redressement judiciaire a empêché la société de profiter de l'essor du marché des téléviseurs avec affichage Haute Définition. Mettant à profit les avancées technologiques développées ces dernières années, l'activité Recherche & Développement se focalise sur la télévision sur IP, interactive et Haute Définition, et la maison numérique.

Cette période a été mise à profit pour élaborer une gamme de produits, suite à des séjours en Asie. Des partenariats engagés avec des fournisseurs ont permis à la société de se positionner sur des appels d'offre à l'étranger. Les résultats de ces efforts sont attendus sur l'année 2008.

## NOTE 32 GESTION DES RISQUES

### 32.1 Instruments financiers

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers au 31 mars 2008 et au 31 mars 2007.

(en milliers d'euros)	31 mars 2008	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers					
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
Actif non courant:							
Actifs financiers non courants	8					8	
Autres actifs non courants	295					295	
Actif courant:							
Créances clients	2 611					2 611	
Autres actifs courants	405					404	
Actifs financiers disponibles à la vente							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 777		1 262			1 515	

(en milliers d'euros)	31 mars 2007	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers					
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat			Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie
			Valeurs mobilières de placement	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
Actif non courant:							
Actifs financiers non courants	8					8	
Autres actifs non courants	0					0	
Actif courant:							
Créances clients	2 373					2 373	
Autres actifs courants	2 655					2 655	
Actifs financiers disponibles à la vente	1 935	1 935					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	151					151	

La valeur comptable des actifs financiers est représentative de leur juste valeur. La juste valeur de l'exhaustivité des actifs financiers 2008 et 2007 relève d'un modèle interne avec paramètres observables, à l'exception des valeurs mobilières en 2008 dont le cours est coté.

### Analyse de l'âge des actifs financiers en souffrance et non dépréciés à la clôture

L'analyse des autres créances clients est incluse dans les tableaux ci-dessous, afin de permettre un rapprochement avec le montant inscrit au bilan.

31 mars 2008	Total	Actifs sains	Actifs échus				
			Total	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	> 1 an
<b>Créances Clients</b>							
Créances BYA	2 159		2 159				2 159
Autres créances clients	265	265	0				
Clients douteux ou litigieux	187		187				187
Créances clients nettes	2 611	265	2 346	0	0	0	2 346

31 mars 2007	Total	Actifs sains	Actifs échus				
			Total	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	> 1 an
<b>Créances Clients</b>							
Créances BYA	2 159		2 159				2 159
Autres créances clients	52	52	0				
Clients douteux ou litigieux	162		162				162
Créances clients nettes	2 373	52	2 321	0	0	0	2 321

Le statut de cette créance client sur la société BYA est décrit en Note 7.

La qualité de crédit des autres créances clients est décrite en note 32.3 Gestion des risques, dans le paragraphe relatif au risque de marché.

(en milliers d'euros)	31 mars 2008	Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers			
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Dérivés de couverture de flux de trésorerie
			Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	
<b>PASSIF</b>					
Passif non courant:					
Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an	6 559	6 559			
Engagements de crédit-bail, hors part à moins d'un an					
Autres passifs non courants	3 134	3 134			
Passif courant:					
Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an	447	447			
Engagements de crédit-bail, part à moins d'un an					
Découverts bancaires					
Fournisseurs et comptes rattachés	122	122			
Dettes d'impôt sur les sociétés					
Dettes fiscales et sociales	257	257			
Autres passifs courants	1 220	1 220			



(en milliers d'euros)	31 mars 2007	Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers			
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Dérivés de couverture de flux de trésorerie
			Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	
<b>PASSIF</b>					
Passif non courant:					
Emprunts et passifs financiers à long terme, hors part à moins d'un an	-				
Engagements de crédit-bail, hors part à moins d'un an	-				
Autres passifs non courants	-				
Passif courant:					
Emprunts et passifs financiers à long terme, part à moins d'un an	6 059	6 059			
Engagements de crédit-bail, part à moins d'un an	1	1			
Découverts bancaires	2 888	2 888			
Fournisseurs et comptes rattachés	2 746	2 746			
Dettes d'impôt sur les sociétés	-				
Dettes fiscales et sociales	1 548	1 548			
Autres passifs courants	1 689	1 689			

La valeur comptable des passifs financiers est représentative de leur juste valeur. La juste valeur de l'exhaustivité des passifs financiers 2008 et 2007 relève d'un modèle interne avec paramètres observables.

### 32.2 Détermination des profits et pertes par catégories d'instruments

L'effet en résultat des instruments financiers est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 mars 2008	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Total produit d'intérêt						
Total charge d'intérêt	19				19	
Juste valeur des valeurs mobilières de placement	13	13				
Effet des actualisations	2 678				2 678	
Gains et pertes de change	118	-11		129		
Résultat de cession	1 160		1 160			
Dépréciation nette	-70			-70		
<b>Gains nets ou (pertes nettes)</b>	<b>3 918</b>	<b>2</b>	<b>1 160</b>	<b>59</b>	<b>2 697</b>	<b>0</b>

(en milliers d'euros)	31 mars 2007	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Total produit d'intérêt						
Total charge d'intérêt	103				103	
Juste valeur des valeurs mobilières de placement						
Effet des actualisations						
Gains et pertes de change	-1			-1		
Résultat de cession						
Dépréciation nette	-124			-124		
<b>Gains nets ou (pertes nettes)</b>	<b>-22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-125</b>	<b>103</b>	<b>0</b>

### 32.3 Gestion des risques

La gestion des risques financiers – risques de taux, de change, de liquidité et de crédit – est placée sous la responsabilité de la direction financière.

#### *Risques de marché (crédit, client)*

Le groupe Universal Multimédia est amené à effectuer des transactions (ventes ou achats) avec de nombreuses contreparties, clients et fournisseurs.

Le risque de crédit ou risque de contrepartie, correspond à la perte que le groupe aurait à supporter en cas de défaillance d'une contrepartie, entraînant le non respect de ses obligations contractuelles vis-à-vis d'Universal Multimédia.

Le risque de crédit concernant la clientèle actuelle d'Universal Multimedia est géré de la manière suivante :

- pour toutes les ventes à des clients autres que la société BYA, un paiement par avance est exigé ;
- pour BYA, société avec laquelle les relations sont suivies, permettant d'apprécier sa situation, il est strictement veillé au respect des conditions de règlement, ce qui prévient la constitution d'un encours significatif. Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice avec BYA s'élève à 304 millions d'euros, soit 81 % du chiffre d'affaires de la société.

Suite à la mise en place de cette politique, l'encours client est constitué exclusivement :

- de créances clients nouvelles sur BYA considérées comme saines par la société,
- de créances anciennes, concomitantes au sinistre industriel rappelé dans les éléments marquants, et déjà largement provisionnées. Ces créances font l'objet d'une revue systématique lors de chaque arrêté.
- de la créance ancienne sur BYA, datant de 2002. Cet actif financier a été restructuré : cette créance a fait l'objet d'un accord de règlement par annuités progressives mentionné en Note 7, et n'est pas provisionnée. Cette créance figure également dans le tableau ci-dessous « qualité de crédit des actifs financiers sains », pour sa valeur nette comptable, soit 2 159 millions d'euros.

La société se prémunit ainsi d'un accroissement de son exposition au risque de crédit.

La politique décrite ci-dessus a été mise en place au cours de l'exercice précédent.

Aucun autre actif financier que la créance ancienne sur BYA n'a été restructuré.

Les tableaux ci-après détaillent des données relatives à la société Universal Multimedia, avec pour l'exercice 2008 sa filiale Continental Edison. Il n'a pas été jugé pertinent de reprendre les données concernant le sous-groupe Revox, en raison de l'évolution du groupe et de la vente de ces filiales au cours des exercices 2007 et 2008.

#### *Analyse en sensibilité des risques de marché*

La société est exposée ainsi :

- risque de change : l'exposition du groupe est non significative. Le seul actif en devise significatif au 31 mars 2008 est un compte à terme en USD (contre valeur : 308 millions d'euros) constitué en vue du règlement d'un crédit documentaire à échéance de quelques semaines. Tous les passifs financiers en

devise faisant partie du plan de continuation ont été figés à leur contrevaieur en euros et ne sont plus générateurs de risques de change ;

- risque de taux d'intérêt : l'exposition du groupe est non significative. L'ensemble des passifs financiers portant intérêt à l'origine ont été figés dans le plan de continuation et ne portent plus intérêt.

### *Risque de liquidité*

#### **Echéances contractuelles résiduelles sur l'endettement financier net**

Au 31 mars 2008 En euros		Bilan (*)	Effet de l'actualisation	Total	Au-delà de						
					2009	2010	2011	2012	2013	2013	
Emprunts auprès des établissements de crédit	Non courants	628	-186	814							
	Courants	43		43							
Dettes de locations financement											
Avances conditionnées	Non courantes	170	-50	220		12	12	29	29		138
	Courantes	11		11							
Dettes financières diverses	Non courantes	5 761	-1 707	7 468		393	393	983	983		4 716
	Courantes	393		393							
Découverts bancaires											
<b>Endettement</b>		<b>7 006</b>	<b>-1 943</b>	<b>8 949</b>	<b>447</b>	<b>448</b>	<b>448</b>	<b>1 119</b>	<b>1 119</b>		<b>5 368</b>

(\*) : la colonne Bilan fait référence au détail de la note 13

Au 31 mars 2007 En euros		Bilan (**)	Effet de l'actualisation	Total	Au-delà de						
					2008	2009	2010	2011	2012	2012	
Emprunts auprès des établissements de crédit		856		856	856						
Dettes de locations financement		1		1	1						
Avances conditionnées		210		210	210						
Dettes financières diverses		4 993		4 993	4 993						
Découverts bancaires		2 888		2 888	2 888						
<b>Endettement</b>		<b>8 948</b>		<b>8 948</b>	<b>8 948</b>						

(\*\*) : la colonne Bilan fait référence au détail de la note 13. Tous ces passifs financiers sont courants

La différence de présentation dans le tableau ci-dessus, entre l'exercice 2007 d'une part, et 2008 d'autre part, tient à l'acceptation du plan de continuation le 2 avril 2007, lequel plan a déterminé l'échéancement des dettes de la société Universal Multimedia. Par ailleurs, les montants présentés au bilan consolidé sont actualisés en raison de leur décaissement lointain, conséquence du plan de continuation. Les montants présentés dans ce tableau ne sont pas actualisés.

### *Risque de change :*

Le groupe est exposé à ce risque compte tenu du fait que les filiales distributrices sont placées à l'étranger (Suisse et USA), réalisent leurs opérations de vente en monnaie locale et leurs opérations d'achats de marchandises en euros. Ceci ne concerne pas les activités poursuivies.

La société mère traite également avec des fournisseurs hors zone euro.

#### Ventilation des dettes financières par devise

En euros	31 mars 2008		31 mars 2007	
	% de la dette en devise	Montant	% de la dette en devise	Montant
Euro (EUR)	100%	7 006	93%	8 302
Dollar américain (USD)			7%	646
Livre Sterling (GBP)				
Autres				
<b>Total dettes financières</b>	<b>100%</b>	<b>7 006</b>	<b>100%</b>	<b>8 948</b>

#### Ventilation des dettes fournisseurs par devise

En euros	31 mars 2008		31 mars 2007	
	% de la dette en devise	Montant	% de la dette en devise	Montant
Euro (EUR)	96%	2 161	84%	2 304
Dollar américain (USD)	4%	99	16%	442
Livre Sterling (GBP)				
Autres				
<b>Total dettes fournisseurs</b>	<b>100%</b>	<b>2 260</b>	<b>100%</b>	<b>2 746</b>

#### *Risques liés aux fournisseurs :*

La société mère utilise un nombre limité de fournisseurs pour la production des plasmas. Contrairement aux concurrents qui se sont associés à ces fournisseurs, Universal Multimédia n'a aucun engagement avec ces producteurs.

#### *Risques industriels et environnementaux :*

Le groupe n'utilise pas de matières toxiques ou dangereuses.

#### *Risques juridiques :*

La société maintient en vigueur ses marques, procède à tout renouvellement et s'acquitte de toutes redevances à cet effet.

**FIDUCINTER**

Commissaire aux Comptes

9, rue de l'Echelle

75001 PARIS

**HOCHE AUDIT**

Commissaire aux Comptes

4, avenue Hoche

75008 PARIS

**UNIVERSAL MULTIMEDIA SA**

SA au capital de 1 901 200 euros

75, rue de Lourmel - 75015 PARIS

**Rapport Général des Commissaires aux Comptes**

**Exercice clos le 31 mars 2008**

## Rapport général

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2008 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note de l'annexe intitulée « Risques clients » concernant la créance détenue sur la société BYA ÉLECTRONIC et dans celle intitulée « Prêts d'actions » concernant les prêts de consommation d'actions UNIVERSAL MULTIMEDIA.

## II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Options retenues dans le choix des méthodes comptables :

Les comptes annuels ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation, malgré l'ouverture d'une procédure collective en date du 13 février 2006. Nos travaux ont notamment consisté :

- à documenter l'existence d'un plan de continuation sur 10 ans (2007 à 2016) et son approbation par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 2 avril 2007,
- à considérer la cession intervenue en octobre 2006 et 2007 de la totalité des titres de la société REVOX ENTERTAINMENT INC détenus par UNIVERSAL MULTIMEDIA.

### Estimations comptables :

Les titres de participations, les stocks et les créances clients sont évalués conformément aux méthodes décrites dans la note de l'annexe intitulée « Notes liées à l'actif du bilan » et « Risques clients ». Nos travaux ont notamment consisté à revoir l'approche retenue par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation des fonctions ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous vous signalons qu'un administrateur en fonction au sein de votre société a conclu avec celle-ci un contrat de travail au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008, en dépit des dispositions de l'article L 225-44 du Code de commerce qui s'y opposent. Le contrat de travail conclu en contravention avec les dispositions de cet article est frappé de nullité absolue.



En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquée dans le rapport de gestion.

Paris, le 5 décembre 2008

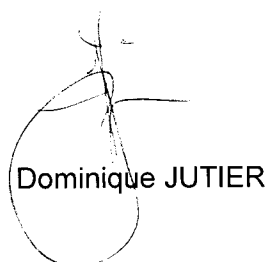
Les commissaires aux comptes

FIDUCINTER



Jacques TARDY

HOCHE AUDIT



Dominique JUTIER

Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Exercice clos le 31/03/08

EURO

## BILAN ACTIF

	Brut	Amort.Prov	31/03/08	31/03/07
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droit similaire				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/Immo. Incorp.				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, Mat. Outil.	33 794	20 110	13 684	16 614
Autres immobilisations corporelles	23 162	18 316	4 845	2 871
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées				
Autres participations	303 000	6 000	297 000	1 822 896
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immobilisés	54 514	54 514		
Prêts	2 286	2 286		
Autres immobilisations financières	7 805		7 805	7 784
<b>TOTAL (I)</b>	<b>424 563</b>	<b>101 228</b>	<b>323 335</b>	<b>1 850 166</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières approvision.	2 261 198	2 228 877	32 321	56 829
En cours de productions de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	178 785	96 661	82 124	102 098
Marchandises	1 395	1 395		
Avances & ac. versés/commandes				45 135
<b>Créances</b>				
Clients comptes rattachés	4 102 589	1 492 092	2 610 496	1 907 344
Autres créances	1 176 316	454 141	722 174	2 483 543
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement	1 261 635		1 261 635	
Disponibilités	1 220 133		1 220 133	151 310
<b>Comptes de régularisations</b>				
Charges constatées d'avance	1 931		1 931	2 204
<b>TOTAL (II)</b>	<b>10 203 984</b>	<b>4 273 167</b>	<b>5 930 816</b>	<b>4 748 467</b>
Charges à répartir/plus. exer. (III)				
Primes de rembt obligations (IV)				
Écart de conversion actif (V)	13 646		13 646	113 650
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>10 642 194</b>	<b>4 374 395</b>	<b>6 267 798</b>	<b>6 712 285</b>

## BILAN PASSIF

	31/03/08	31/03/07
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	1 901 200	1 901 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	4 714 226	4 714 226
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	128 039	128 039
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 622 016	1 622 016
Report à nouveau	-16 722 233	-15 862 576
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)</b>	<b>-821 247</b>	<b>- 859 656</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-9 177 998</b>	<b>-8 356 751</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	231 560	210 000
<b>TOTAL (II)</b>	<b>231 560</b>	<b>210 000</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	140 746	227 749
Provisions pour charges	230 683	228 050
<b>TOTAL (III)</b>	<b>371 429</b>	<b>455 799</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 724 647	3 744 751
Emprunts et dettes financières divers	4 992 976	4 992 976
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	466 961	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 981 660	2 636 120
Dettes fiscales et sociales	1 155 864	1 547 871
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 856
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>13 322 111</b>	<b>12 924 576</b>
Ecarts de conversion passif (V)	1 520 697	1 478 659
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>6 267 798</b>	<b>6 712 285</b>

## COMPTES DE RESULTAT

	31/03/08			31/03/07
	France	Exportation	Total	
Ventes marchandises				-950
Production vendue de biens	213 253	105 296	318 550	43 537
Prod. vend. de services	55 862		55 862	38 632
<b>Chiffres d'affaires net</b>	<b>269 116</b>	<b>105 296</b>	<b>374 412</b>	<b>81 219</b>
Production stockée			-113 725	-24 117
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			2 439 574	2 621 878
Reprise /amortis.& Provision transfert de charges			718	13
Autres produits (1)				
<b>Total produits d'exploitation (2)</b>			<b>2 700 980</b>	<b>2 678 993</b>
Achats marchandises			10 706	2 126
Variation stock marchandises				45
Achats matières premières & autres approvisionnements			266 407	16 619
Variation stock matières premières & approvisionnement			21 648	24 702
Autres achats et charges externes (3)			558 793	331 192
Impôt, taxes et versements assimilés			26 852	55 736
Salaires & traitements			328 691	388 028
Charges sociales			159 348	139 642
Dotations aux amortissements sur Immobilisations			5 080	6 507
Dotations aux provisions sur Immobilisations				
Dotations aux provisions sur Actif circulant			2 414 471	2 584 478
Dotations aux provisions Pour risques & charges			3 583	
Autres charges			130 119	11 528
<b>Total charges d'exploitation (4)</b>			<b>3 925 701</b>	<b>3 560 606</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-1 224 721</b>	<b>-881 612</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée bénéfice transféré				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières & créances.(5)			18 037	
Autres intérêts & produits assimilés (5)			43 505	1 984
Reprises sur provisions & transfert de charges			125 116	32 817
Différences positives de change				39
Produits nets sur cessions de v.m.p.				
<b>Total des produits financiers</b>			<b>186 658</b>	<b>34 841</b>
Dotations financières aux amortissements & Provisions				113 650
Intérêts & charges assimilés (6)			-19 914	-103 301
Différences négatives de change			11 474	55 012
Charges nettes sur cessions de v.m.p.				
<b>Total des charges financières</b>			<b>-8 440</b>	<b>65 361</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>195 099</b>	<b>-30 520</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-1 029 621</b>	<b>-912 132</b>

## COMPTES DE RESULTAT (SUITE)

	31/03/08	31/03/07
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	102 366	69 944
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 938 383	2 500 000
Reprises sur Provisions & transferts de charges		288 557
<b>Total produits exceptionnels (7)</b>	<b>2 040 749</b>	<b>2 858 502</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	141 086	407 384
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 882 322	2 371 391
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions		27 250
<b>Total charges exceptionnelles(7)</b>	<b>2 023 408</b>	<b>2 806 025</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>17 341</b>	<b>52 476</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-191 033	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>4 928 389</b>	<b>5 572 337</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>5 749 637</b>	<b>6 431 993</b>
<b>BENEFICE OU PERTE (Total des produits – Total des charges)</b>	<b>-821 247</b>	<b>-859 656</b>

(1) Produits nets partiels sur opérations à long terme		
(2) Produits de locations immobilières		
(2) Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler en (8))		
(3) Crédit bail mobilier		
(3) Crédit bail immobilier		
(4) Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler en (8))		
(5) Produits concernant les entreprises liées		
(6) Intérêts concernant les entreprises liées		
(6bis) Dons faits aux organismes d'intérêt général		
(9) Transfert de charges	4 194	
(10) Cotisations pers. expl. (Primes et cot.)		
(11) redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
(12) redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	120 000	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice N	
	charges exceptionnelles	produits exceptionnels
AUTRES PDTS EXCEPTIONNELS DE GESTION		10
PDTS SUR EXERCICE ANTERIEUR		102 357
PDTS CESSION ELEMNT ACTIF		1 934 791
PDTS EXCEPT. DIVERS		2 392
PDTS EXCEPT. IMMO CORPO		1 200
PENALITE ET AMENDE	2 867	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	38 112	
CH EXCEPT SUR EXERCICE ANTERIEUR	138 220	
CH EXCEPTIONNELS DIVERSES	21 314	
VNCC	1 822 896	
	<b>2 023 409</b>	<b>2 040 749</b>

**Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA**

**Exercice clos le 31/03/08**

---

EURO

Désignation de l'entreprise : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/08, dont le total est de 6 267 798 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 821 247 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2007 au 31/03/08.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

---

Annexe au bilan et au compte de résultat du 01/04/07 au 31/03/08		Informations		
Éléments n°		Produites	Non produites	
		PAGES	N / S	N / A
<b>Règles et méthodes comptables</b>				
1	- Méthodes d'évaluation, calcul des amortissements et des provisions - Changement de méthode, dérogations - Informations complémentaires pour donner l'image fidèle	7		
<b>Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat</b>				
2	État de l'actif immobilisé	15		
3	État des amortissements	16		
4	État des provisions	17		
5	État des échéances des créances et des dettes	18		
Informations et commentaires sur :				
.1	Éléments relevant de plusieurs postes du bilan			X
.2	Réévaluation			X
.3	Frais d'établissement			X
.4	Frais de recherche appliquée et de développement			X
.5	Fonds commercial			X
.6	Intérêts immobilisés			X
.7	Intérêts sur éléments de l'actif circulant			X
.8	Différences d'évaluation / éléments fongibles de l'actif circulant			X
.9	Avances aux dirigeants			X
.10	Produits à recevoir	20		
.11	Charges à payer	21		
.12	Charges et produits constatés d'avance	22		
.13	Détail des charges et produits exceptionnels	23		
.14	Composition du capital social	24		
.15	Parts bénéficiaires			X
.16	Obligations convertibles			X
.17	Ventilation chiffre d'affaires net		X	
.18	Ventilation impôt sur bénéfices	25		
7	Crédit-bail		X	
8	Engagements financiers	26		
9	Dettes garanties par des sûretés réelles			X
10	Incidence des évaluations fiscales dérogatoires	27		
11	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	28		
12	Rémunérations des dirigeants	29		
13	Effectif moyen	30		
14	Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société			X
15	Liste des filiales et participations	31		
16	Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières		X	
17	Informations concernant les entreprises liées	33		
18	Résultat de la société au cours des 5 derniers exercices	34		

N / S : non significatif

N / A : non applicable

---

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Faits caractéristiques

L'exercice porte sur une période de 12 mois soit du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008.

Par jugement en date du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris ouvrit une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la société.

Par jugement en date du 2 avril 2007, la Onzième Chambre du Tribunal de Commerce de PARIS a arrêté le plan de redressement par voie de continuation présenté par la société.

L'arrêté du plan de continuation met donc fin à la période d'observation ouverte le 13 février 2006, date de la mise en redressement judiciaire d'UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Suite à la prononciation du plan de continuation le 2 avril 2007, la Société a

- Payé immédiatement son passif super privilégié, soit 143 752 Euros
- Payé les créances inférieures à 300€, soit 1 351 Euros

Les autres créances vérifiées et admises par le juge commissaire pour un montant de 9 558 989 Euros sont à rembourser en intégralité en dix annuités, le premier règlement intervenant la veille de la date anniversaire de l'arrêté du plan comme suit:

5% du passif exigible à la fin de la première année, de la deuxième année et de la troisième année, soit 477 949 Euros par an. Certaines créances déclarées sont contestées par la société et sont dans l'attente de jugement pour un montant de 3 088 507 Euros. Le montant de l'annuité s'élèvera au maximum à 632 374 Euros.

12,5% du passif exigible à la fin de la quatrième année, de la cinquième année, de la sixième année, de la septième année, de la huitième année et de la neuvième année.

10% du passif exigible à la fin de la dixième année.

### Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

---



## Notes liées à l'actif du bilan

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

---

• Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
• Matériel et outillage industriels	2 à 10 ans
• Matériel de transport	2 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

---

### Immobilisations financières, filiales et participation

La société Universal Multimédia a procédé à la cession définitive de sa participation dans le capital de la Société Revox Entertainment Inc suite à l'exercice par le cessionnaire d'une option d'achat le 10 octobre 2007. Cette cession a dégagé une plus-value de 111 K €uros.

La société Universal Multimédia a créé une nouvelle filiale dénommée Continental Edison le 1er octobre 2007, détenue à 99%, en vue de développer une activité multimédia. Cette société n'a pas eu d'activité sur la période présentée.

Suite à la cession le 19 septembre 2007 du sous-groupe Revox, Continental Edison est désormais la seule filiale consolidée du Groupe Universal Multimédia.

Les titres Unitec (38 112 €) ont été sortis au cours de cet exercice suite à la radiation de la société le 29 juin 2007. La provision pour dépréciation de ces titres a été reprise en conséquence pour 38 112 €uros.

La société Sybatronic étant en liquidation judiciaire, les titres détenus par Universal Multimédia (6 000 €) sont provisionnés à 100 %.

---

## Autres titres immobilisés

La valeur d'inventaire correspond au cours de bourse.

Il reste 13 989 actions propres pour une valeur d'acquisition de 54 515 €. Compte tenu de la suspension de cotation de l'action, une provision pour dépréciation pour 54 515 € avait été constatée sur l'exercice précédent.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode *premier entré, premier sorti*.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Une provision pour dépréciation sur ce stock a été comptabilisé à hauteur de 2 326 933 € sur l'exercice, tenant compte à la fois du délai de rotation très faible du stock de matières premières et produits finis, de sa spécificité et de l'évolution des prix de vente à la baisse.

## Créances

Les créances clients et comptes rattachés d'un montant de 4 102 589 € sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation a été pratiquée pour un montant de 1 492 092 €.

## Autres créances

Le poste autres créances comporte des avances et acomptes versés sur commandes pour un montant de 605 253 €.

Afin de tenir compte du risque lié à ces acomptes, une provision pour dépréciation de ces actifs a été constituée à hauteur de 454 141 €.

---

## Notes liées au passif du bilan

### Capitaux propres

Compte tenu du résultat fortement déficitaire des trois années précédentes et de l'exercice au 31/03/2008, les capitaux propres sont négatifs de 9 177 998 € au 31 mars 2008.

### Avances conditionnées

Ces avances ont été reçues dans le cadre:

- du développement à l'exportation pour un montant de 110 000 €,
  - d'aide à l'innovation pour un montant de 100 000 €.
- Ces avances comprennent des pénalités de retard pour un montant de 21 560 €.

Il n'y a pas eu de remboursement sur l'exercice. Ces montants ont été admis au passif chirographaire de la Société dans le cadre du plan de continuation accordé à la société.

### Provisions

Elles sont évaluées selon le coût réel des dépréciations encourus.

Les variations des postes correspondent à l'évolution des actifs et des risques de la société.

### Provisions pour risques

Le montant de la provision pour risques s'élève à 140 746 €. Le montant de cette provision couvre les risques suivants :

- litiges prud'homaux :
  - Salarié 1 : provision de 101 446 €. UNIVERSAL MULTIMEDIA a fait l'objet d'une condamnation du Conseil des prud'hommes pour 101 446 €.
  - Salarié 2 : provision de 26 300 € correspondant à une décision rendue le 20 septembre 2007 par le Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale suite à un accident de travail d'un intérimaire.
- Provision pour perte de change : 13 000 €

### Provision pour charges

- autres provisions pour charges : 230 683 €
    - provision au titre du SAV pour un total de 333 € sur la base d'un taux de retour de 53.85 %.
    - provision pour les travaux restant à réaliser sur l'installation d'une chaîne de montage vendue : 230 350 €, et qui conditionne le règlement d'une créance client de 2 159 040 €.
-

---

**Charges à payer**

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les honoraires des commissaires aux comptes, de l'expert comptable et des avocats relatifs à des prestations non effectuées au 31 mars 2008 conformément à l'avis de la CNCC.

Le montant des honoraires non provisionnés en raison de la non réalisation des prestations à la date du 31 mars 2008 s'élève à 397 K€.

**Emprunt**

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit sur l'exercice.

**Autres dettes financières**

Les autres dettes financières correspondent aux créances cédées auprès des banques non honorées à l'échéance initiale et qui constituent désormais des dettes auprès des établissements de crédit pour une valeur globale de 4 992 976 €.

**Prêts d'actions**

Les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69 204 actions Universal Multimédia et 15 210 actions Universal Multimédia à la société afin de boucler le montage du financement de REVOX INC.

L'écart global concerné par ces prêts d'action est maintenu inchangé au 31 mars 2008 et s'élève à 1 219 780 €.

Les deux contrats de prêt de consommation sont arrivés à échéance au cours de l'exercice précédent. Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent de ce fait une créance de restitution des titres envers la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, même si le remboursement des deux prêts n'a pas été exigé à leur échéance.

Par prudence, le montant de la dette initialement constatée à l'égard des prêteurs, qui s'élève à 1 219 780 €, a néanmoins été maintenu au passif du bilan, au poste écart de conversion.

**Engagements hors bilan**

Ces engagements ont été donnés avant juin 2005.

Les engagements hors bilan de la société sont principalement des engagements de garantie conventionnels concernant des contrats classiques avec des partenaires financiers : banque et société de crédit bail.

Les engagements pris en matière de pensions et retraite sont limités : il représente un passif social de 15 443 € et des charges sociales constituant 50% de ce montant, soit un engagement total de 23 165 €.

Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997 pour un loyer annuel fixé à 200 000 Francs. Celui-ci est de 30 500 €uros à compter du 01/07/2006. Le bailleur a renoncé à facturer tous loyers et charges pour la période allant du 01/04/06 au 31/03/08.

---

**Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA****Exercice clos le 31/03/08**

EURO

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

Dans le cadre des ouvertures de crédits documentaires octroyés en 2005 par un partenaire financier et non remboursés à ce jour, la société est bénéficiaire d'une caution hypothécaire de la part de M. AIT YALLA Kacem à hauteur de 1 000 000 €.

La Société reste redevable de 746 000€ dans le cadre de cette ligne, montant qui a été déclaré au passif de la Société.

En vertu d'une ligne de crédit octroyée par un organisme financier, la Société a souscrit un billet à ordre de 300 000 €, avalisé par M. AIT YALLA Kacem, alors Président Directeur Général de la Société.

Ce montant demeurant impayé à ce jour, la Société et M. AIT YALLA, en sa qualité de donneur d'aval, restent solidairement devoirs à la Banque le montant de l'effet. Ce montant a été déclaré au passif de la Société.

---

## Autres notes liées aux comptes annuels

### Evènements postérieurs à la clôture

La société maintient son recentrage sur son activité d'origine – la recherche et développement dans le domaine de l'affichage des écrans plats. La sortie tardive de la société du redressement judiciaire a empêché la société de profiter de l'essor du marché des téléviseurs avec affichage Haute Définition. Mettant à profit les avancées technologiques développées ces dernières années, l'activité Recherche & Développement se focalise sur la télévision sur IP, interactive et Haute Définition, et la maison numérique.

Cette période a été mise à profit pour élaborer une gamme de produits, suite à des séjours en Asie. Des partenariats engagés avec des fournisseurs ont permis à la société de se positionner sur des appels d'offre à l'étranger. Les résultats de ces efforts sont attendus sur l'année 2008.

### Risques clients

Dans les comptes clients, figurent pour 2 159 040 €, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie. Au 31 mars 2008, 230 350 € de travaux restant à effectuer ont été provisionnés à l'égard du marché relatif à la cession d'une unité de production.

Les travaux avaient donné lieu à une réception provisoire conditionnée à la fin des travaux, tests de performance du matériel et formation du personnel à l'utilisation du matériel.

Une mission d'ordre technique, avec pour objectif de vérifier le stockage des équipements et la planification des travaux, a été effectuée en janvier 2008. Des missions d'ordre juridique et financier ont eu lieu en mars, mai et juillet 2008.

Des premiers travaux contractuels d'assistance ont été réalisés au premier semestre 2008, relatifs au démarrage de l'unité de production de téléviseurs à tube cathodique nouvelle génération (dit « slim » et « ultra-slim ») et écrans LCD. Ces travaux seront achevés à fin mars 2009.

Le 24 avril 2008, un accord de règlement a été conclu qui prévoit le règlement de la créance par BYA ELECTRONIC sur 8 ans par annuités progressives.

En raison des différentes procédures qui ont accaparées les ressources opérationnelles d'UNIVERSAL MULTIMEDIA, les engagements contractuels (essais de performance, réglages.) tardaient à être honorés par UNIVERSAL MULTIMEDIA.

### Risques liés à la sous-traitance

L'activité de sous-traitance a été réduite sur cet exercice et s'élève à 7 509 Euros. Il n'y a pas de risque lié à la sous-traitance.

### Risque sur les actions

A ce jour, il est inexistant.

## Risques de change

Une provision de 13 000 € relative à la variation du cours du dollar a été constatée sur l'exercice.

## Rémunération des dirigeants

Liste des rémunérations et avantages de toute nature des mandataires sociaux durant l'exercice clos le 31 mars 2008 :

1/ La rémunération et avantages de toutes nature de Monsieur **AIT YALA Kacem**, Président Directeur Général au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	50 400 Euros
.montant des avantages de toute nature :	néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

2/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **AIT YALA Sylviane**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	21 722 Euros
.montant des avantages de toute nature :	néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

3/ La rémunération et avantages de toutes nature de Monsieur **MAACH Fouad**, Directeur Général au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	39 937 Euros
.montant des avantages de toute nature :	néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

4/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **AIT YALA Yasmine**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	néant
.montant des avantages de toute nature :	néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

## Reprise sur provisions

Complément apporté au tableau 2056 de la liasse fiscale :

-Le montant de la reprise de provision pour autres charges sans objet au titre du SAV 2007 est de 950 €.

## ACTIF IMMOBILISE

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D <b>TOTAL 1</b>			
Autres postes d'immo. Incorporelles <b>TOTAL 2</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.	33 794		
Installations générales, agencs., améngrts. Dives			1 483
Autres matériels de transport	13 143		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 928		2 641
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL 3</b>	<b>53 866</b>		<b>4 124</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 867 008		297 000
Autres titres immobilisés	54 514		
Prêts & autres immobilisations financières	10 071		20
<b>TOTAL 4</b>	<b>1 931 594</b>		<b>297 020</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>	<b>1 985 460</b>		<b>301 145</b>

CADRE B IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
	Par virement			
Frais d'établissement R&D <b>TOTAL 1</b>				
Autres postes d'immo. Incorporelles <b>TOTAL 2</b>				
Terrains				
Constructions	sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	Inst. Gales., agencs. Et am. Const.			
Installations techniques matériel et outillage			33 794	
Autres immo. corporelles	Inst. Gales., agencs., amé- nagement divers		1 483	
	Matériel de transport		1 034	12 109
	Matériel de bureau & informatique			9 569
	Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				
<b>TOTAL 3</b>		<b>1 034</b>	<b>56 956</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		1 861 008	303 000	
Autres titres immobilisés			54 514	
Prêts & autres immobilisations financières			10 091	
<b>TOTAL 4</b>		<b>1 861 008</b>	<b>367 606</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>		<b>1 862 042</b>	<b>424 563</b>	



## AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement <b>TOTAL 1</b>					
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL 2</b>					
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		17 180	2 930		20 110
Autres immobilisations corporelles	installations générales		66		66
	matériel de transport	12 127	1 015	1 034	12 109
	matériel de bureau	5 072	1 068		6 140
	emballages récupérables				
<b>TOTAL 3</b>		<b>34 380</b>	<b>5 080</b>	<b>1 034</b>	<b>38 426</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>34 380</b>	<b>5 080</b>	<b>1 034</b>	<b>38 426</b>

## PROVISIONS

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger avant le 01/01/1992				
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger après le 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL 1</b>				
Provisions pour litiges	127 746			127 746
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pertes de marché à terme				
Provisions amendes & pénalités				
Provisions pertes de change	100 003		87 003	13 000
Provisions pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions renouvellement des immobilisations				
Provisions grosses réparations				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	228 050	3 583	950	230 683
<b>TOTAL 2</b>	<b>455 799</b>	<b>3 583</b>	<b>87 953</b>	<b>371 429</b>
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres équivalence				
Titres de participation	44 112		38 112	6 000
Autres immobilisations financières	56 801			56 801
Sur stocks et en cours	2 417 823	2 326 933	2 417 823	2 326 933
Sur comptes clients	1 493 232	15 467	16 606	1 492 092
Autres pour dépréciations	382 070	72 071		454 141
<b>TOTAL 3</b>	<b>4 394 039</b>	<b>2 414 471</b>	<b>2 472 542</b>	<b>4 335 968</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>	<b>4 849 839</b>	<b>2 418 054</b>	<b>2 560 495</b>	<b>4 707 397</b>
dont				
dotations		2 418 054	2 435 379	
et reprises			125 116	
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				
Titres mis en équivalence				

## ECHEANCES, CREANCES ET DETTES

<b>CADRE A</b>	<b>ÉTAT DES CRÉANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>À un an au plus</b>	<b>À plus d'un an</b>
Créances rattachées à des participations				
Prêts		2 286		2 286
Autres immobilisations financières		7 805		7 805
Clients douteux ou litigieux		1 678 758		1 678 758
Autres créances clients		2 423 831	264 791	2 159 040
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		19 500	19 500	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	191 033		191 033
	Taxe sur la valeur ajoutée	234 440	103 900	130 540
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		731 343	731 343	
Charges constatées d'avance		1 931	1 931	
<b>TOTAUX</b>		<b>5 290 928</b>	<b>1 229 417</b>	<b>4 061 511</b>
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 ans max. à l'origine	2 867 975	143 399	1 003 791	1 720 785
	à plus de 1 ans à l'origine	856 672	42 834	299 835	514 003
Emprunts et dettes financières divers		4 992 976	249 649	1 747 542	2 995 785
Fournisseurs et comptes rattachés		2 981 660	660 071	855 322	1 466 267
Personnel et comptes rattachés		66 793	66 793		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		510 113	146 246	134 056	229 811
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée	219 106	10 955	76 687	131 464
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	359 850	33 010	120 415	206 425
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)					
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance					
<b>TOTAUX</b>		<b>12 855 149</b>	<b>1 352 957</b>	<b>4 237 648</b>	<b>7 264 541</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

Les créances déclarées dans le cadre du redressement judiciaire, contestées et en attente de jugement ont été ventilées selon le plan de redressement judiciaire.

**Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA****Exercice clos le 31/03/08**

EURO

**PRODUITS A RECEVOIR**

	<b>Montant</b>
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	40 699
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>40 699</b>

**CHARGES A PAYER**

	<b>Montant</b>
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	125 012
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	305 623
Dettes fiscales et sociales	571 429
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>1 002 064</b>

**CHARGES ET PRODUITS CONSTATE D'AVANCE**

	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>
Charges / Produits d'exploitation	1 931	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>1 931</b>	

**DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES**

	31/03/2008	31/03/2007
<b>Sur opérations de gestion</b>		
67120000 Pénalité Amendes Fiscales	2 867	127
671800 Autres ch except/op.gestion		407 257
67200000 Charges except/ex antérieur	138 220	
<b>Sur opérations en capital</b>		
6750000 Val. net compta cédée	1 822 896	2 355 392
67510000 Val.compta.imm.incorp.ced		15 999
675600 Immo financieres	38 112	
678800 Ch except. diverses	21 314	
<b>Dotations aux amort et provisions</b>		
68710000 Dot.amt.except.immobil		
68750000 Dot.prov.risq&ch except		27 250
<b>TOTAL</b>	<b>2 023 409</b>	<b>2 806 025</b>

**DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS**

	31/03/08	31/03/07
<b>Sur opération de gestion</b>		
77180000 Prod.except/operation gestion	10	42 764
77200000 Prod.exploit/exeerc.antérieur	102 356	27 181
<b>Sur opération en capital</b>		
77500000 Prod cess elements actif	1 934 791	2 500 000
77520000 Prod cession immo corpo	1 200	
77880000 Prod excptionnels divers	2 392	
<b>Reprise aux amt et provisions</b>		
78750000 rep prov risque et ch except		288 557
<b>TOTAL</b>	<b>2 040 749</b>	<b>2 858 502</b>



**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

	<b>Nombre</b>	<b>Valeur nominale</b>
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 901 200	1.00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 901 200	1.00

**VENTILLATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES**

	<b>Résultat avant impôt</b>	<b>Impôt</b>	<b>Résultat net après impôt</b>
Résultat courant	-1 029 621		-1 029 621
Résultat exceptionnel (et participation)	17 341		17 341
Résultat comptable	-1 012 280	-191 033	-821 247

**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

<b>Engagements donnés</b>	<b>Montant</b>
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	23 165
Autres engagements donnés :	
<b>TOTAL</b>	<b>23 165</b>
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

<b>Engagements reçus</b>	<b>Montant</b>
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

**INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES**

	<b>Montant</b>
Résultat de l'exercice	- 821 247
Impôt sur les bénéfices	-191 033
Résultat avant impôt	-1 012 280
Variation des provisions réglementées :	
Autres évaluations dérogatoires :	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	-1 012 280
Ces évaluations ont pour effet d'augmenter (de diminuer) le poste " Provisions réglementées " de	

## ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DETTE FUTURE D'IMPOT

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
<b>Provisions réglementées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amortissements dérogatoires</li> <li>- Provisions pour hausse des prix</li> <li>- Provisions pour fluctuation des cours</li> </ul> <b>Autres</b>	
<b>Total</b>	<b>0</b>
Allègements de la dette future d'impôt	Montant
<b>Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Provisions pour congés payés</li> <li>- Participation des salariés</li> </ul> <b>Autres</b>	
<b>Total</b>	<b>0</b>
<i>Amortissements réputés différés</i> <i>Déficits re portables au 31/03/2008</i> <i>Moins-values à long terme</i>	17 416 758

**Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA****Exercice clos le 31/03/08**

EURO

**REMUNERATION DES DIRIGEANTS**

<b>Rémunérations allouées aux membres :</b>	<b>Montant</b>
• des organes d'administration	61 659
• des organes de direction	50 400
• des organes de surveillance	

**EFFECTIF MOYEN**

	<b>Personnel salarié</b>	<b>Personnel mis à disposition de l'entreprise</b>
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	3	
Ouvriers	1	
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations :	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
<b>1. Filiales (plus 50% du capital détenu)</b>			
SARL SYBATRONIC ZI LA MONTGERVALAISE 35720 LA MEZIERE	975	75.00 %	-7 024
SAS CONTINENTAL EDISON 540 BD DE L'EUROPE 83500 LA SEYNE SUR MER	296 157	99.00 %	-3 842
<b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu)</b>			
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
1. Filiales non reprises en A			
a) françaises			
b) étrangères			
2. Participations non reprises en A			
a) françaises			
b) étrangères			



## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation	Valeurs des titres	Prêts/avance consentis et non remb.	CA HT	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
		Valeur brute				
Quote-part détenue (en %)		Valeur nette	Caution/aval donnés par la sté	Résultat du dernier exercice écoulé		

<b>A- Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations</b>						
1- Filiales (+50% du capital détenu)						
SARL SYBATRONIC	8 000 75 %		6 000		-7 024	En liquidation
SAS CONTINENTAL EDISON	300 000 99 %		297 000		0 -3 842	
2- Participations (de 10 à 50%) du capital détenu)						
<b>B-Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>						
1-Filiales non reprises en A:						
a) françaises						
b) étrangère						
2-Participations non reprises en A						
a) françaises						
b) étrangères						

## INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Postes du Bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
<b>Immobilisations financières</b> Participations Créances rattachées à des participations Prêts Autres titres immobilisés Autres immobilisations financières	303 000		
<b>Total immobilisations</b>	303 000	0	0
<b>Créances</b> Créances clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit, appelé, non versé			
<b>Total créances</b>	0	0	0
Valeurs mobilières de placement Disponibilités  <b>Dettes</b> Autres emprunts convertibles Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes	68 400		
<b>Total Dettes</b>	68 400	0	0

Postes de compte de résultat	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
<b>Charges et produits financiers</b> Produits financiers Charges financières			
<b>Total</b>	0	0	0

## RESULTAT DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Exercices concernés	31/12/2003	31/03/2005	31/03/2006	31/03/2007	31/03/2008
<b>CAPITAL FIN EXERCICE</b>					
Capital social	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200
Nombre actions ordinaires	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200
Nombre d'actions à Dividendes prioritaires					
Nombre maximal d'actions futures à créer / conversion obligations / exercice droit souscription					
<b>OPERATIONS - RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires HT	23 882 668	12 255 720	952 390	81 219	374 412
Résultat avant impôts amortissements - provisions	624 580	(5 267 734)	(3 802 046)	(1 071 023)	(1 149 641)
Impôts sur les bénéfices	84 226				(191 033)
Participation salariés					
Résultat après impôts	305 200	(13 260 743)	(2 601 832)	(859 656)	(821 247)
Résultat distribué					
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, Part.salariés mais avant amortissements - provisions		(3)	(5)		
Résultat après impôts, Participations salariés amortissements - provisions		(7)	(1)		
Dividende brut versé à Chaque action					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen	28	18	15	8	11
Montant masse salariale					
Montant sommes versées au	998 483	1 015 610	498 808	388 028	328 691
Titre des avantages Sociaux (SS, œuvres soc.)	418 222	424 134	213 571	139 642	159 348

**Honoraires TTC des Commissaires aux Comptes comptabilisés pour  
l'exercice  
Universal Multimédia**

Exercice couvert : 31 mars 2008

	<b>FIDUCINTER</b> 9 rue de l'Echelle 75001 Paris	<b>HOCHE AUDIT</b> 4 avenue Hoche 75008 Paris
<b>En €</b>	<b>Montant</b>	<b>Montant</b>
	<b>2008</b>	<b>2008</b>
<b>Audit</b> <input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés - Universal Multimédia SA  - Sociétés en intégration globale  <input type="checkbox"/> Missions accessoires  <input type="checkbox"/> Autres prestations, le cas échéant - Juridique, Fiscal, Social - Technologies de l'information - Audit interne - Autres (A préciser si supérieur à 10% des honoraires d'audit)		
<b>comptes semestriels au 30/09/06 et 30/09/07</b>	33488.85	67333.95
<b>comptes annuels au 31/03/08</b>	32650.80	64763.40
<b>TOTAL</b>	<b>66139.65</b>	<b>132097.35</b>

Les honoraires indiqués ci-dessus correspondent aux honoraires des Commissaires Aux Comptes relatifs à l'exercice 31/03/08 pour lesquels aucune prestation n'avait été effectuée à la date du 31/03/08. Conformément à l'avis du CNCC, ces honoraires n'ont pas été provisionnés dans les comptes sociaux au 31/03/08.

## Honoraires versés TTC aux commissaires aux comptes

### Filiale REVOX AG

Exercice couvert : 31 mars 2008

	<b>Adco Consulting AG</b> Claridenstr. 22 CH 8002 Zürich
<b>En Francs Suisse</b>	<b>Montant</b>
	<b>2008</b>
<b>Audit</b> <input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés - Universal Multimédia SA  - Sociétés en intégration globale  <input type="checkbox"/> Missions accessoires  <input type="checkbox"/> Autres prestations, le cas échéant - Juridique, Fiscal, Social - Technologies de l'information - Audit interne - Autres (A préciser si supérieur à 10% des honoraires d'audit)	
<b>TOTAL</b>	<b>3656.75</b>

## Honoraires versés TTC aux commissaires aux comptes

### Filiale REVOX Schweiz AG

Exercice couvert : 31 mars 2008

	<b>Adco Consulting AG</b> Claridenstr. 22 CH 8002 Zürich
<b>En Francs Suisse</b>	<b>Montant</b>
	<b>2008</b>
<b>Audit</b> <input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés - Universal Multimédia SA  - Sociétés en intégration globale  <input type="checkbox"/> Missions accessoires  <input type="checkbox"/> Autres prestations, le cas échéant - Juridique, Fiscal, Social - Technologies de l'information - Audit interne - Autres (A préciser si supérieur à 10% des honoraires d'audit)	
<b>TOTAL</b>	<b>7055.35</b>

## Honoraires versés TTC aux commissaires aux comptes

### Filiale REVOX GmbH

Exercice couvert : 31 mars 2008

	<b>GRAF VON WESTPHALEN</b> Kaiser-Joseph- Str. 284 D-79098 Freiburg
<b>En €</b>	<b>Montant</b>
	<b>2008</b>
<b>Audit</b> <input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés - Universal Multimédia SA  - Sociétés en intégration globale  <input type="checkbox"/> Missions accessoires  <input type="checkbox"/> Autres prestations, le cas échéant - Juridique, Fiscal, Social - Technologies de l'information - Audit interne - Autres (A préciser si supérieur à 10% des honoraires d'audit)	
<b>TOTAL</b>	<b>11000.00</b>

## ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à PARIS,  
Le 8 Décembre 2008



Monsieur AIT YALLA Kacem  
Président du Conseil d'Administration